

Maltraitance patrimoniale et désordre géopolitique au début du troisième millénaire

Heritage abuse and geopolitical disorder at the dawn of the third millennium

Robert Belot

Volume 39, numéro 1, 2017

Géopolitique, conflits et patrimoine
Geopolitics, conflicts and heritage

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1051049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1051049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)

1708-0401 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Belot, R. (2017). Maltraitance patrimoniale et désordre géopolitique au début du troisième millénaire / Heritage abuse and geopolitical disorder at the dawn of the third millennium. *Ethnologies*, 39(1), 3–49.
<https://doi.org/10.7202/1051049ar>

Résumé de l'article

Le patrimoine culturel se trouve dans une situation paradoxale. Il n'a jamais été autant célébré, exploité, rentabilisé, en phase avec la montée en puissance du tourisme mondial, et en même temps, il est instrumentalisé, pillé, détruit, à tel point qu'il est devenu une cible de guerre. Les effets qu'on lui prête sont ambivalents et contradictoires. On vante son pouvoir de réconciliation sociale et de réparation morale, mais en même temps, l'actualité donne à voir ses effets anxiogènes, voire belligènes quand il devient un catalyseur de tensions identitaires. Plus que jamais, le phénomène patrimonial doit être pensé de manière critique en tant que révélateur des désordres géopolitiques de ce début de millénaire.

MALTRAITANCE PATRIMONIALE ET DÉSORDRE GÉOPOLITIQUE AU DÉBUT DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

Robert Belot

*Professeur des universités, Chaire Jean Monnet "Patrimoine
européen et politique européenne du Patrimoine"
UMR CNRS 5600 EVS, Université Jean Monnet/Université de Lyon*

Ce que la maltraitance du patrimoine nous dit du rapport des sociétés à l'histoire et aux désordres géopolitiques¹

Après sa constitution comme objet scientifique ethno-socio-historique, dans les années 1980, le phénomène patrimonial a été regardé avec une certaine condescendance. Avec la montée en puissance de la mondialisation, de la mobilité et du tourisme, il était devenu tantôt une mode ou une ressource économique, pour les uns, tantôt un effet du souci de la singularité et de la distinction ou un recours pour identités menacées et territoires en mal de reconnaissance, pour les autres. Le « tout patrimoine » avait fini par exaspérer.

Ce début du troisième millénaire a présidé à un changement brutal de la manière dont on perçoit le patrimoine.

Les destructions patrimoniales commises à partir de 2013 par divers groupes terroristes islamistes, au Moyen Orient et en Afrique, sont la cause principale de cette évolution. Le grand historien de l'Antiquité, Paul Veyne, est sorti de sa retraite pour lancer un cri de sidération lorsque le site de Palmyre fut saccagé. Ce n'était pas seulement un lieu préislamique qui était détruit ; c'était une attaque contre l'UNESCO en tant qu'institution devant

1. La présente publication et le colloque dont elle en est issue ont reçu l'appui décisif de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (France). Ils ont été conçus et organisés par le *Département des Études en Patrimoine culturel* de la Faculté de Sciences Humaines et Sociales de l'Université Jean Monnet. Les étudiants du Master *Histoire, Civilisation & Patrimoines* (parcours Erasmus Mundus DYCLAM) de cette même université ont participé aux travaux préparatoires. Un remerciement particulier pour Aurélie Brayet, coordonnatrice du Master et du colloque.

veiller à la valorisation de la diversité culturelle, mais c'était aussi une atteinte à l'idée même de patrimoine comme témoin de notre historicité. La haine patrimoniale engage une vision du monde et elle interpelle la Communauté internationale.

Cette tendance *historicide* s'est manifestée de manière tout aussi spectaculaire et violente à Tombouctou, à Tunis, en Afghanistan ou ailleurs. Le patrimoine a été transformé en cible dans les conflits asymétriques en raison de son fort retentissement médiatique. Dans ce désordre géopolitique, il est devenu la source de trafics illicites, lesquels sont l'expression d'un même mépris pour la culture et de ce qu'elle représente. Ce pillage s'inscrit dans une sinistre et immémoriale tradition, mais il nous rappelle plus directement la spoliation nazie des biens culturels européens, au moment où un rapport a été remis au ministre français de la Culture (mars 2017) sur « les provenances d'œuvres récupérées après la Seconde Guerre mondiale ».

L'Occident n'est pas en reste. La lancinante querelle autour du patrimoine de la ville d'Hébron a provoqué une réaction en chaîne qui a vu Israël et les États-Unis se retirer de l'UNESCO, et le gouvernement américain installer son ambassade à Jérusalem, ce qui a suscité un émoi mondial. Sur le territoire étatsunien même, on a assisté à partir de 2010 à une vague de déboulonnage de statues et de monuments, expression de la mise en cause du patrimoine urbain de la guerre de Sécession qui a produit une grave crise de conscience historique et politique.

En Europe, le national-populisme montant engendre des crispations identitaires qui traduisent une dangereuse prise de distance avec le patrimoine européen dans sa dimension axiologique et philosophique, alors même que le passé communiste peine à accéder à la phase de patrimonialisation. La prédominance des intérêts économiques immédiats constituent également une menace. Dans certains cas, les effets de la haine patrimoniale rejoignent les effets de l'indifférence au patrimoine. Ainsi, le 6 juin 2018, l'ambassadeur de Roumanie auprès de l'UNESCO annonce que son gouvernement a décidé de bloquer le processus visant l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO de Rosia Montana (village de la Transylvanie où se trouve la célèbre mine d'or fondée par les Romains), trois semaines avant la réunion du comité qui devait statuer sur son inscription. L'absence d'inscription permettra une destruction du site à des fins économiques, et la Gold Corporation pourra relancer l'extraction d'or. Cette décision sonne comme un défi : 2018 est l'année européenne du patrimoine, mais c'est aussi l'année du centième anniversaire de la naissance de la « nouvelle » Roumanie. Une vague d'indignation a parcouru la société

civile roumaine, la plus importante depuis la révolution de 1989.

Tout se passe comme s'il y avait une distorsion de plus en plus grande entre la réalité qu'on observe et ce qu'on dit du patrimoine et de ses vertus supposément bienfaitantes pour le « mieux vivre ensemble », comme on peut le lire dans la Déclaration de Namur du Conseil de l'Europe (avril 2015). Cette distorsion doit être étudiée. Tel est l'objet de cette édition de la revue *Ethnologies*.

L'historien du temps présent doit s'emparer du phénomène, et il doit tendre la main à l'ethnologue, lui qui a vocation à observer « comment se construisent et se disent les manières d'être ensemble », comme l'écrivent Sylvaine Camelin et Sophie Houdart dans leur livre *Ethnologie* (2010). Plus que jamais, le patrimoine doit être pensé de manière critique. Ici, l'actualité nous y conviant, nous proposons de l'appréhender en tant que marqueur des désordres géopolitiques de notre temps. Les conflits du début du Troisième millénaire ont en effet révélé l'enjeu géopolitique majeur que représente le patrimoine : symbole attaqué en tant que tel, source de revenus illicites, facteur de tensions, vecteur de *dissensus*.

Pendant 45 ans on a parlé de « patrimoine mondial », l'UNESCO ayant eu une position centrale dans le processus de patrimonialisation. Il s'agit maintenant de regarder et d'analyser *la mondialisation du phénomène patrimonial* à travers l'émergence d'acteurs et d'instances très diversifiés qui poursuivent des logiques d'affirmation identitaire pouvant nourrir des conflits identitaristes. Instrumentalisé par les politiques, les communautés ou les groupes de pression, le patrimoine est le vivier où s'alimente l'obsession régressive et belligène de l'antériorité et de l'origine absolue. C'est le syndrome « Jérusalem ». Telle est la réversibilité ontologique du patrimoine, si proche de la figure de Janus.

Sur cette réflexion, un premier jalon a été posé avec le colloque international qui a eu lieu à l'université Jean Monnet (Saint-Étienne, France) les 11-12 décembre 2017. Cette édition est un prolongement des questionnements qui ont émergé lors de ce colloque. Quelles solutions (diplomatiques, juridiques ou financières) pourraient être adoptées ou améliorées pour prévenir les actes hostiles au patrimoine et les trafics illicites ? Que nous enseigne le jugement de la Cour Pénale internationale (2016), le premier du genre, à l'encontre du djihadiste qui a détruit les mausolées de Tombouctou classées au Patrimoine mondial de l'UNESCO ? Que peuvent les technologies du numérique pour imaginer de nouveaux dispositifs de prévention, de préservation, de réparation, voire de reconstitution ? Quel

rôle peuvent jouer les ONG et les fondations dédiées à la sauvegarde du patrimoine culturel ? Quelle est la marge d'initiative et d'action de la Communauté internationale et de l'Union européenne à l'égard des États défaillants ou peu soucieux de la protection de leur patrimoine ? À l'inverse, comment aider les États anciennement colonisés ou soumis à un système politique liberticide qui souhaitent recouvrer un patrimoine qui leur a été dénié, voire spolié ? En quoi le patrimoine peut-il encore être utile au dialogue inter-civilisationnel ?

Il nous a semblé que la meilleure manière d'éclairer ces questions très actuelles était de les resituer dans un temps moins conjoncturel, le *temps historique*, plus précisément le temps de l'historien. D'abord, parce que la négation patrimoniale s'inscrit dans une mise en cause radicale de l'historicité et de la diversité des sociétés humaines ; ensuite, parce que le recours à l'histoire (ou à ce qu'on présente comme tel) peut, dans certains cas, alimenter un discours patrimonial qui obéit à des logiques d'exclusion, d'oblitération ou de domination socio-politique. Dans les deux cas, la maltraitance patrimoniale fait cause commune avec la maltraitance de l'histoire.

Le thème qui nous réunit ici est singulier. Il part de l'observation d'une situation paradoxale. Le patrimoine culturel n'a jamais été autant célébré, exploité, rentabilisé, en phase avec la montée en puissance de la mondialisation et du tourisme. On parle même de « droit au patrimoine », en lien avec l'émergence des demandes de restitution. Et en même temps, le patrimoine n'a jamais été autant vilipendé, instrumentalisé, pillé, détruit, à tel point qu'il est devenu une arme et une cible de guerre ; il y aurait « menaces sur la mémoire de l'Humanité » (Perrin 2016).

Les historiens, avec une certaine condescendance, avaient tendance à regarder le patrimoine comme un « renfort pour identité en souffrance » (Rioux 2006 : 38) ou « un recours pour temps de crise » (Hartog 2016 : 57). On aimait moquer le « tout patrimoine ». Les destructions patrimoniales commises de 2014 à 2016 par le groupe dit « État islamique » en Irak et en Syrie ont radicalement changé la donne. Un grand historien de l'antiquité, Paul Veyne, professeur honoraire au Collège de France, est sorti de sa retraite pour lancer un cri de sidération lorsque le site de Palmyre fut saccagé (Veyne 2015). Ce n'était pas seulement un lieu préislamique, symbole d'une sorte de multiculturalisme, qui était détruit ; c'était une institution, l'UNESCO, qui était en cause, mais aussi l'idée même de patrimoine comme témoin de ce qui nous a précédés.

Les effets qu'on prête au patrimoine sont ambivalents et contradictoires. Il peut apparaître comme un analgésique, car réputé vertueux en raison de son pouvoir thaumaturgique de résilience sociale, de réconciliation, de réparation². Mais en même temps, le rapport au patrimoine peut être anxiogène, voire belligène, car source de conflictualité en tant que catalyseur de crispations identitaires. Il peut conduire à des opérations de *dépatrimonialisation* ; pensons à la vague de déboulonnage des statues (aux États-Unis, au Canada et ailleurs) qui s'est déployée à partir du milieu des années 2010.

Plus que jamais, le phénomène patrimonial doit être pensé de manière critique. Ici, l'actualité nous y conviant, nous proposons de le penser en tant que révélateur des désordres géopolitiques de notre temps.

Les menaces politiques qui pèsent sur le patrimoine culturel

Le patrimoine est en train de changer de statut : reflet des désordres et des violences du monde actuel, il est aujourd'hui un élément de compréhension du monde. Peu à peu, il échappe à l'espèce de folklorisme misonéiste où il a longtemps été enfermé. En ce début de troisième millénaire, le terrorisme islamiste l'a fait entrer récemment dans notre quotidien de manière spectaculaire et dramatique à travers une ritualisation morbide de la destruction à fort pouvoir de dissémination médiatique. La nouveauté, c'est que le patrimoine en tant que patrimoine est devenu une arme et une cible de guerre.

Trois maux menacent le patrimoine culturel.

La haine patrimoniale

La violence anti-patrimoniale intervient généralement en cas de guerre (étrangère ou civile) ou de rupture politique brutale (régime de Vichy, décolonisation, chute de l'URSS, etc.). Le nouveau régime entend « épurer » l'espace public des symboles du régime précédent et réécrire le récit urbain. Le colonel Nasser, après avoir nationalisé le canal de Suez, a fait déboulonner la statue de Ferdinand de Lesseps, le concepteur de ce canal. Au Congo, dans les années 1960, la statue de Léopold II, roi des

2. Voir la Déclaration de Namur (22-24 avril 2015) à l'occasion de la 6^e conférence des ministres du Conseil de l'Europe sur le Patrimoine culturel en Europe : « Le patrimoine culturel au XXI^e siècle pour mieux vivre ensemble. Vers une stratégie commune pour l'Europe ».

Belges, avait disparu de l'espace public (pour réapparaître récemment grâce à la Mission des Nations-Unies au Congo). L'explosion de l'URSS a vu également le paysage urbain des ex-pays membres de l'URSS perdre ses repères monumentaux, comme le célèbre déboulonnage de la statue de Félix Dzerjinski à Moscou, le 22 août 1991. Certains ex-pays communistes ont choisi d'aménager des « parcs de statues » où ils ont « exilé » les pièces les plus controversées. Selon l'architecte du Memento Park, à Budapest, où l'on trouve des statues de Lénine, de Marx et d'Engels, « le site représente la dictature, mais parce qu'on peut en parler et critiquer, il représente aussi la démocratie ».

Le patrimoine comme enjeu et cible de guerre et de conflit est une histoire très ancienne. Il s'agit ici de repérer les mutations très contemporaines de ce phénomène qui a commencé à la fin du XX^e siècle, en Europe, lors de l'explosion de la Yougoslavie.

La destruction du centre historique de Dubrovnik est devenue le symbole du crime culturel (Bories 2005) et de « l'urbicide ritualisé ». Les Serbes de Bosnie ne sont pas seulement responsables d'une « épuration ethnique » ; ils ont commis une « purification monumentale » en éradiquant physiquement les symboles musulmans. À Banja Luka, les mosquées du XVI^e siècle, classées au patrimoine mondial, ont été détruites (Chaslin 1997 ; Veschambre 2008). À Sarajevo, la bibliothèque a été ravagée. Il s'agissait d'effacer les traces de la nature multiethnique de l'ex-Yougoslavie et, au-delà, de porter atteinte à l'histoire dont le patrimoine est le signe. La haine patrimoniale procède toujours d'une incapacité à admettre l'historicité des choses, des gens, des communautés, mais aussi d'une croyance en la possibilité d'une origine « pure » et absolue. Sa ligne d'horizon est le totalitarisme ou le nihilisme. On a parlé à juste titre de « mémoricide » (Brossard et Vidal 2001 : 188).

Le terrorisme islamiste qui a succédé à la guerre froide a renouvelé l'arsenal culturicide et ravitaillé la haine patrimoniale, de l'explosion des bouddhas de Bamiyan par les talibans, en Afghanistan (mars 2001) à la destruction de l'arc de triomphe de Palmyre (5 octobre 2015)³ en passant par l'attaque du musée du Bardo (18 mars 2015) près de Tunis. Les biens culturels sont devenus un enjeu géopolitique, une arme de guerre, voire une source de guerre. Le paysage culturel en ruines est

3. On pourrait ajouter : au Mali, la destruction de plusieurs mausolées, de la principale mosquée de Tombouctou et l'incendie de manuscrits (juin-juillet 2012) ; en Lybie (août 2012), la démolition et la profanation du mausolée du sage al-Chaab al-Dahmani à Tripoli ; à Mossoul, le saccage du patrimoine préislamique du musée et un immense autodafé (février 2015).

devenu un instrument de propagande, un « lieu discursif » (Tratnjeck 2009) qui répond aux logiques de l'hypermédiatisation actuelle.

Cette régression civilisationnelle ne peut pas ne pas faire penser, par exemple, au nazisme et à sa politique culturicide et « historicide ». La haine patrimoniale, où qu'elle se situe et quelles que soient les époques, participe d'une idéologie qui à la fois nie l'historicité de l'homme et condamne la diversité culturelle. On en arrive à considérer que la protection du patrimoine est un des « droits de l'Homme », à l'instar du pape François qui, lors de son audience générale le mercredi 30 novembre 2016, a salué la tenue de la conférence sur le patrimoine en danger (initiée par la France et les Émirats-Unis) parce qu'il estime que « la protection des richesses culturelles constitue une dimension essentielle de la défense de l'être humain ».

En effet, nier le patrimoine, comme le font les terroristes islamistes en détruisant musées et monuments de l'Antiquité, ce n'est pas seulement rejouer une nouvelle fois la geste iconoclaste et iconophobique qui est l'ombre portée des trois monothéismes. C'est nier l'Autre, et c'est aussi se nier soi-même en se retranchant de la longue évolution qui a produit ce que nous sommes aujourd'hui. Ce faisant, l'homme s'arroge le droit de se prendre pour Dieu, ce que pourtant toutes les religions monothéistes prohibent et interdisent : il refuse la condition historique à laquelle Dieu l'a assigné, sachant que Dieu se situe hors de l'histoire, là où règnent l'indicible et l'irreprésentable. Et c'est là où réside la folie anti-patrimoniale : décider que l'homme pourrait se priver du passé, s'affranchir de l'Histoire qui est sa condition. La terreur est toujours le point maudit où conduit la tentation culturicide qui est le double du désir d'uchronie (le non-temps ou l'anti-temps). Il s'agit d'une forme actualisée de nihilisme. C'est pourquoi on a enfin commencé à évoquer le concept de « génocide culturel ».

Ce mouvement de destruction patrimoniale a provoqué une émotion mondiale car il s'inscrivait à rebours d'une politique, promue par l'UNESCO notamment, qui visait à ériger le patrimoine culturel en symbole définitif de l'universalisme et, après la Guerre froide, de la réconciliation planétaire. Le patrimoine « mondial » était devenu le signe tangible de la résolution dialectique entre l'universalité, la diversité et l'identité. C'était la dimension positive de la mondialisation. Comme le note pertinemment Hoffman en 2006 dans son introduction au livre *Art and Cultural Heritage: Law, Policy and Practice*, « dans les 50 dernières années, et particulièrement depuis une dizaine d'années, il est devenu clair que la culture compte et que la protéger est une tâche qui ne concerne pas seulement un peuple, et des

nations souveraines, mais aussi la communauté internationale » (Hoffman 2006 : 1). L'avènement du pire (le terrorisme patrimonial) a porté un coup très dur à cette eschatologie du meilleur.

La privation, la prédation et le déni

La suppression et la démolition sont le mode le plus radical de la *dépatrimonialisation*. Celle-ci peut prendre une forme moins abrupte : la privation et la prédation. C'est une histoire ancienne et très actuelle.

Priver, c'est vouloir couper une société (ou un groupe) de son histoire, de ses biens, qu'ils soient matériels ou immatériels. Ici le patrimoine est entendu au sens d'identité culturelle. Ce phénomène apparaît lorsqu'un pays décide de dominer un autre pays ou d'annexer une région d'un autre pays à qui il veut imposer ses valeurs, ses rites, ses symboles, son patrimoine. C'est le cas de l'Alsace-Moselle de 1870 à 1919 à qui fut imposée une sorte de « déracinement » culturel : le français fut remplacé par l'allemand comme langue officielle ; les bibliothèques des écoles furent vidées pour être richement dotées de livres et manuels allemands ; une nouvelle histoire fut enseignée aux enfants ; le drapeau français fut interdit. La domination russe en Crimée opéra selon des modalités similaires contre les Tatares, de Catherine II à Staline, ce qui se traduira par des exodes et des transferts de population, autre méthode radicale que le stalinisme utilisa aussi avec d'autres peuples. Il s'agit ici d'un cas de « mutilation culturelle ». On pourrait également évoquer la politique de déculturation que le Japon infligea à la Corée à partir de 1910, qui alla jusqu'à l'obligation de changement patronymique, véritable viol identitaire, au nom du slogan officiel « Naisen ittai » (faire des Coréens des Japonais à part entière) (Belot 2013).

La privation et la mutilation peuvent revêtir la forme d'une prédation. Il s'agit dans ce cas d'un type de « razzia » opéré à la suite d'un rapport de force militaire et politique qui permet aux dominants du moment de s'emparer de biens culturels ou artistiques pour accroître leur patrimoine. Napoléon est passé maître dans cette politique de réquisition forcée, que ce soit en Italie ou en Allemagne, politique qui avait pour finalité de renforcer la puissance culturelle de la France par la création d'un « musée universel ». C'est pourquoi on peut contempler aujourd'hui au Louvre *Les Noces de Cana*. Ce chef-d'œuvre du peintre Véronèse est en fait un butin de guerre, qui a été attribué à la France en vertu du traité de Campoformio du 17 octobre 1797 en tant que contribution de guerre. À l'issue de sa

restauration, en 1992, l'avocat Arno Klarsfeld et Carla Bruni lancèrent une campagne médiatique pour le retour du tableau dans le réfectoire des bénédictins de San Giorgio Maggiore à Venise.

Si l'on s'en tient au XX^e siècle, on pourrait penser aux archives publiques françaises prises comme butin de guerre par les nazis puis les soviétiques (Cœuré 2007). Mais l'opération la plus dramatique, à dimension raciste, fut la spoliation par Vichy (Jungius 2012) et par les nazis des juifs et de leurs biens artistiques. Cette question a tardé à être étudiée. Elle est aujourd'hui très bien documentée, à tel point que des procédures judiciaires de restitution sont en cours. La révélation, début novembre 2013, de la saisie presque accidentelle de 1406 tableaux dans l'appartement d'un octogénaire munichois, Cornelius Gurlitt, eut un retentissement planétaire. L'Einsatzstab Rosenberg⁴ pillait en Europe musées et bibliothèques, confisqua des œuvres d'art et des collections, et mit à sac des habitations privées. Ses propres rapports montrent l'importance revêtue par ces confiscations. Plus de 21 903 objets d'art ont été ainsi confisqués. L'Armée rouge ne fut pas en reste. Elle a volé, principalement en Allemagne, plus d'un million d'objets (tableaux, sculptures, biens archéologiques, ouvrages, archives). Cette affaire est toujours source de tension diplomatique entre l'Allemagne et la Russie.

Autre sujet d'actualité, mis en évidence par le président français, Emmanuel Macron, lors de son discours au Burkina Faso (28 novembre 2017) : la restitution du patrimoine africain accaparé par les Européens qui ont imposé « le récit de [leur] passé au reste du monde » (Goody 2010). Les musées européens sont riches de ce qui a été prélevé dans les pays africains au cours de la colonisation. Là encore, ce rapport au patrimoine témoignait d'un rapport de force. Mais on ne peut nier qu'il exprime aussi l'intérêt qu'éprouvaient ethnologues, anthropologues et artistes pour des cultures différentes. Pensons à l'influence que les masques africains ont pu avoir sur l'évolution artistique de Picasso. La mission ethnographique Dakar-Djibouti (1931-1933) était conduite par des savants au-dessus de tout soupçon : Marcel Griaule (ce spécialiste des Dogons qui la dirigeait), Paul Rivet, Georges-Henri Rivière et Michel Leiris, tous convaincus, comme l'a écrit Rivet, que « l'humanité est un tout indivisible ». Cette expédition de 20 000 km était l'étape de préfiguration de la création du Musée de l'Homme en 1937, lieu de recherche pluridisciplinaire associé à une volonté d'éducation populaire (Men 1982 : 69-100). Il n'est pas indifférent de noter que le Musée de l'Homme fut sous l'Occupation un

4. « Groupe d'intervention Rosenberg ».

haut lieu de la Résistance au nazisme.

Au mois de décembre 2017, l'État algérien a demandé officiellement à la France la restitution des crânes de combattants tués lors des guerres coloniales au XIX^e siècle et détenus par le Musée de l'Homme. Cette pratique était alors assez fréquente. Aujourd'hui, la question de la restitution est devenue un phénomène mondial et un enjeu à la fois culturel et géopolitique (Hershkovitch et Rykner 2011 ; Stamatoudi 2011). On tend à considérer la restitution comme « une nouvelle morale internationale » (Barkan 2011 : 83).

Le vol et les trafics de biens culturels sont une autre forme du mépris patrimonial et de mutilation patrimoniale. La déstabilisation du Moyen-Orient, depuis 2011, a donné lieu à une recrudescence de ce phénomène dont les finalités sont essentiellement financières. Le 12 février 2015, la résolution 2199 du Conseil de sécurité pointait le « pillage et [...] la contrebande d'objets appartenant au patrimoine culturel de l'Irak et de la Syrie ». L'Union européenne a décidé de développer une politique préventive et répressive dans ce domaine.

Enfin, il convient d'évoquer une dimension de la privation patrimoniale qu'il est difficile de saisir, mais qui pourtant constitue un élément important des sociétés et de la manière dont elles se représentent. C'est le phénomène de déni ou de refoulement qui émane d'une communauté qui refuse (consciemment ou non) d'accorder reconnaissance à une mémoire qui renvoie à une page difficile de son histoire et qui risque de fragiliser un consensus social. Toute nation est construite sur un récit d'elle-même qui procède d'un mode fictionnel et mythologique. C'est le « roman national ». Ce récit généralement irénique, épique et souvent héroïque laisse de côté ce qui pourrait faire *dissensus*. Le patrimoine est naturellement sélectif et se (nous) prive de nombreux pans de l'histoire. Souvent, la patrimonialisation se fait *sans*, voire *contre* l'histoire. Un seul exemple parmi tant d'autres : la première exposition institutionnelle sur la Collaboration pendant l'occupation allemande en France date de 2015. Elle a eu lieu aux Archives nationales à Paris, où elle était présentée comme « une relecture de ce complexe héritage à travers de nombreux documents, pour la plupart inédits, provenant d'institutions patrimoniales françaises et étrangères prestigieuses ainsi que de collections privées ». Le président de la République en personne l'a inaugurée. L'affiche de cette exposition montrait le portrait du maréchal Pétain, chef de l'État de 1940 à 1945, ce que la société française n'aurait pas permis vingt ans auparavant. En effet, c'est le patrimoine de la Résistance et son légendaire qui furent longtemps

privilegiés. Il faut du temps pour que le patrimoine « difficile » se constitue.

Dans les ex-pays d'Europe centrale soumis à l'URSS, on observe une tendance au refoulement, voire à l'effacement de ce qui renvoie au passé communiste. Mais la situation serait à analyser pays par pays pour obtenir une lecture plus nuancée. Par exemple, en 1992, dans la ville bulgare de Dimitrograd, le monument de Georgi Dimitrov, l'homme du Komintern, fut enlevé par les nouvelles autorités. Une polémique s'ensuivit. Finalement, le conseil municipal décida, dix ans après, de réinstaller la statue, mais de manière très discrète dans un parc de la ville. De même, un vif débat eut lieu sur le sort de l'immense monument (« la soucoupe ») inauguré en 1981 pour le 90^e anniversaire de la création à Bouzloudja, dans les Balkans (1450 m d'altitude), du parti communiste bulgare. Les historiens veulent conserver ce témoignage de l'art communiste, alors que d'autres y voient une leçon d'histoire qui contribue à l'éducation civique des jeunes. Il est aujourd'hui livré aux adeptes du *ruin porn* (Minard 2018).

Les statues de l'ancien régime ont été déboulonnées, détruites ou mises à l'écart du regard. En Roumanie, par exemple, les familles des victimes du système communiste peinent à faire reconnaître par la nation leur propre histoire et à enclencher un processus de mémorialisation. Le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet (une prison) n'a pu voir le jour (en 1997) qu'avec l'aide de l'Union européenne. Le Musée national historique de Tirana, le plus grand musée d'Albanie, fait l'impasse sur l'occupation italienne et allemande, mais aussi sur la dictature communiste (1944-1991) et la présidence de Salim Berisha (UNESCO 2004 : 31). C'est le patrimoine du vide.

Parfois, et paradoxalement, ce refoulement va jusqu'à valoriser les périodes sombres qui précédèrent l'installation du joug communiste. Que l'on pense à la Hongrie où, le 13 novembre 2013, a été inaugurée une statue à l'amiral Horthy, le « Pétain hongrois », qui mit en place des mesures antisémites violentes dès avant-guerre et qui fut l'artisan d'une politique de collaboration avec le Reich hitlérien. Cette promotion d'un patrimoine négatif, si contraire aux valeurs sur lesquelles est fondée l'Europe d'après-guerre, n'a guère ému l'opinion européenne. Pourtant, cet acte patrimonial est à lire comme le signe de la dangereuse montée en puissance en Europe du national-populisme.

L'UNESCO est très discrète sur ce qu'on appelle parfois le « patrimoine difficile », ou « patrimoine dissonant ». Cette discrétion reflète une réticence générale à évoquer le passé douloureux de l'Europe communiste ; celle-ci n'a pas eu son Nuremberg et n'a guère suscité la compassion internationale.

L'instrumentalisation patrimoniale

Il y a un troisième mal dont souffre le Patrimoine. C'est son instrumentalisation, voire sa manipulation politique.

Un exemple qui a occupé récemment les médias et les réseaux sociaux illustre ce phénomène : on a découvert que les suprémacistes blancs américains utilisaient le patrimoine monumental sudiste pour légitimer leurs thèses racistes. La dénonciation de ces pratiques a plongé l'Amérique, en 2017, dans une grave crise de conscience historique.

Tout est parti, en 2015, de manifestants qui ont peint les mots *Black Lives Matter* sur la statue du général Lee, à Charlottesville ; la statue a été éliminée, et le parc rebaptisé « Parc de l'Émancipation ». Deux ans après, des manifestations violentes ont eu lieu, faisant un mort (la militante antiraciste Heather Heyer) le 12 août 2017. On découvre l'importance de la mouvance identitariste *alt-right* et ses connexions avec les mouvements extrémistes européens. Des villes ont décidé préventivement d'enlever des statues pouvant être des cibles. Parfois, des activistes procèdent à des déboulonnages sauvages, comme à Durham (Caroline du Nord), où ils ont renversé une statue confédérée en scandant : « pas de racisme, pas de KKK, pas de fascisme ! »

L'enjeu devient national et politique. Nancy Pelosi, chef de groupe de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, demande que les statues élevées en hommage aux soldats confédérés (dont la statue du général Lee) soient retirées du Capitole à Washington. Selon un rapport de 2016 publié par le Southern Poverty Law Center, spécialisé dans les mouvements extrémistes et les droits civiques, plus de 1500 symboles confédérés seraient encore érigés dans le pays. Dans toute l'Amérique, des « redresseurs de morts » ont commencé une traque aux références commémoratives publiques réputées moralement incorrectes et jugées incompatibles avec les valeurs actuelles de la société. Une statue est menacée à Central Park ; un restaurant a dû être rebaptisé car son nom (Fowler & Wells) évoquait une pseudo-théorie utilisée pour justifier l'esclavage des Noirs ; la mosaïque de la station de métro de Times Square doit être redessinée car elle rappelle le drapeau confédéré ; deux vitraux représentant des généraux sudistes vont être retirés de la cathédrale nationale de Washington. Les figures étrangères sont aussi dans le viseur : le maire de New York a annoncé le 17 août 2017 le retrait à Broadway, sur la promenade du Canyon of Heroes, d'une plaque commémorative apposée en 1931 en hommage au maréchal Pétain, un « collaborateur nazi ». Il réunit une commission d'experts pour identifier les « symboles de haine ».

Cette crise témoigne de la permanence de la difficulté des Américains à avoir un rapport serein avec leur histoire (notamment leur mémoire de l'esclavagisme), ce qui signale la non-résolution de la question raciale et la fragilité d'un modèle social. Deux régimes patrimoniaux partageaient l'Amérique, et nous ne voulions pas le savoir. Cette crise permet également de remarquer que le patrimoine n'a pas toujours la vertu de réconciliation et de pacification qu'on lui prête généralement. Ce peut être une source de division, un facteur de conflictualité.

Le phénomène a fait tache d'huile et une polémique mondiale s'est levée : faut-il déboulonner les monuments des héros controversés ? Au Royaume-Uni, on s'est soudain souvenu que l'amiral Horatio Nelson pouvait être soupçonné d'être un suprémaciste blanc ; l'écrivaine Afua Hirsh réclame, dans le *Guardian*, le retrait du monument au héros britannique du paysage londonien. Les Québécois n'ont pas manqué d'être interpellés car le même Nelson trône au sommet d'une imposante colonne érigée place Jacques-Cartier, à Montréal. Face à ce mouvement de relecture radicale de la présence monumentale du passé, certains historiens ont réagi en expliquant que l'histoire est l'histoire... Ils dénoncent, à l'instar du Canadien Michael J. Carley, ces tentatives visant à « réécrire, blanchir, falsifier l'histoire ». L'Américain Dell Upton rétorque qu'« un monument dans un espace public ne peut pas représenter qu'un seul point de vue », mais qu'il doit tendre au consensus. Le débat est ouvert.

Se pose ainsi, de manière spectaculaire et médiatique, la grande question du rapport de la mémoire à l'histoire et des usages/mésusages politiques de l'histoire. Les sociétés contemporaines (même les plus modernes et les plus puissantes) sont ainsi souvent soumises au retour du refoulé historique qui risque de porter atteinte à la cohésion sociale. Ce qui est en jeu ici, c'est, sous la pression de la société, la reconversion brutale d'un patrimoine « glorieux » en un patrimoine « honteux », dit aussi *dark heritage*.

Peu à peu, du fait de l'internationalisation de sa dimension, le patrimoine est devenu un paramètre des relations internationales, un marqueur de tension géopolitique, un enjeu diplomatique. Un exemple récent le montre.

Le 7 juillet 2017, l'UNESCO décrète que la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie occupée, doit être considérée comme une « zone protégée » du patrimoine mondial en péril, en tant que site « d'une valeur universelle exceptionnelle en danger ». On sait que cette région du monde, où les trois monothéismes s'entremêlent, est très sensible. Le symbolique et le

patrimoine jouent un rôle considérable dans la perception des enjeux et le déclenchement des crises. À Hébron, ville palestinienne, quelques centaines de colons israéliens occupent une enclave qui se trouve à proximité du tombeau des Patriarches (il abriterait la dépouille d'Abraham, père des trois religions monothéistes). Mais se trouve également sur ce site la mosquée d'Ibrahim, que les musulmans vénèrent. Les Palestiniens estiment que leur patrimoine est menacé par le vandalisme des colons. Ils ont dénoncé depuis longtemps les atteintes à leur patrimoine que le mur de Séparation a provoquées dans la mesure où le mur sépare des centaines de sites du patrimoine archéologique et culturel de leur élément initial. C'est pourquoi la Palestine a souhaité devenir « État membre » de l'UNESCO en 2011⁵. Pour les Palestiniens, la décision de l'UNESCO est « un succès dans la bataille diplomatique menée par les Palestiniens sur tous les fronts face aux pressions israéliennes et américaines ». Le gouvernement israélien réagit en évoquant un acte constitutif d'une « négation de l'histoire juive de la cité » ; il parle de « souillure morale », de « l'un des moments les plus déshonorants de l'histoire de l'UNESCO ».

Suite à cette inscription, les États-Unis et Israël se retirent de l'UNESCO le 12 octobre 2017. Le 6 décembre 2017, le gouvernement américain va plus loin encore en reconnaissant de fait Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. Il décide ensuite de transférer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem. L'internationalisation de la ville « trois fois sainte » par l'ONU en 1947 n'a pas empêché les cristallisations identitaires et religieuses qui en font, pour certains, un « point nodal du choc des civilisations ».

Dans ce cas, le patrimoine a perdu ses vertus analgésiques ; instrumentalisé par les diverses parties, il devient un cristallisateur de tensions géopolitiques.

L'émergence d'une défense diplomatique, technologique et juridique

Trop souvent, face au pire, les discours tiennent lieu d'action ! Pourtant, la communauté internationale n'est plus aujourd'hui condamnée à l'impuissance. Les nouvelles technologies apparaissent comme un moyen de limiter le pire. L'émotion universelle provoquée par le terrorisme culturel d'un groupe comme Daech, et le danger de déstabilisation géopolitique qu'il a représenté, ont placé les États et les instances internationales devant leurs responsabilités. Une diplomatie du patrimoine est en émergence. À l'ONU comme en

5. La même année Bethléem est inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Europe, on imagine un nouveau cadre légal pour neutraliser le trafic des biens culturels mal acquis.

Réparer, reconstituer

Les archéologues ont été les premiers à utiliser les dispositifs infographiques pour poursuivre leur quête du passé. Les techniques d'investigation sont devenues aussi des techniques de réparation. Grâce aux nouvelles technologies de traitement de l'image, les destructions ne peuvent plus être ce qu'elles étaient. Une résurrection est désormais possible, grâce à la révolution numérique qui est aussi une promesse d'éternité. En effet, la numérisation des écrits, des images et des sites ainsi que la virtualisation des musées permettent de dépasser l'absence et de conjurer la perte. D'où le paradoxe du patrimoine qui est devenu reflet, outil et vecteur de la modernité grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux qui offrent des possibilités extraordinaires de conservation, de médiation et de dissémination. Deux exemples en témoignent.

En janvier 2015, l'organisation dite « État islamique » procède à des destructions dans le musée de Mossoul, en Irak : statues provenant du site de Hatra, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, deux taureaux ailés assyriens, objets divers en provenance d'autres sites archéologiques de la province de Ninive. L'émotion est mondiale. Mais la réaction la plus concrète est venue de deux étudiants qui ont décidé de reconstituer virtuellement en 3D les objets détruits. Ce projet (appelé « RecoVR Mosul » et porté par The Economist Media Lab) met en œuvre la technique du *crowdsourcing* (production participative) qui permet aux internautes de transmettre des photos des œuvres disparues prises sous des angles différents. Ces photos sont traitées par photogrammétrie grâce à un logiciel qui les rassemble et restitue un modèle en trois dimensions.

Grâce à une imprimante 3D, des copies grandeur nature de l'Arche de Palmyre ont été réalisées et installées en avril 2016 à Trafalgar Square à Londres, et à Times Square à New York. Le numérique redonne vie. La start-up française ICONEM a compris l'intérêt que représentent les drones pour récupérer des données photographiques de sites en danger. Pour que faire ? Pour établir un protocole de document d'urgence en vue d'études et de reconstruction numérique. Depuis 2013, elle reconstitue numériquement en 3D les grands sites archéologiques menacés ou détruits : Pompéi, Afghanistan, Irak... Son imagerie, constituée à partir de drones et de photogrammétrie, servira de base documentaire à la reconstruction du site de Palmyre.

Des initiatives ont été prises par les organismes internationaux. Les Nations Unies, à travers l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), ont mis au point le programme UNOSAT destiné à fournir des analyses d'imagerie et des solutions satellitaires aux organisations qui œuvrent dans le domaine humanitaire, la sécurité mais aussi le patrimoine en danger. UNOSAT s'appuie sur l'infrastructure informatique du Laboratoire informatique du CERN pour compiler et analyser les données satellite et pour produire des cartes géographiques très précises de régions du monde touchées ou menacées par un conflit ou une catastrophe naturelle. L'enjeu est de permettre aux experts d'évaluer très précisément les besoins nécessaires pour planifier les mesures de réparation et de reconstruction.

Sous l'impulsion de Paris et d'Abou Dhabi, les 2 et 3 décembre 2016, une conférence internationale a eu lieu sur « le patrimoine en danger ». Elle a réuni des représentants d'une quarantaine d'États et d'institutions privées qui approuvent la création d'un fonds financier et d'un réseau de refuges pour protéger le patrimoine en période de conflit (100 millions de dollars, dont 30 seront versés par la France). Ainsi est née, le 20 mars 2017, l'Alliance pour la protection du patrimoine en péril, qui doit concevoir et mettre en œuvre des actions préventives ou d'urgence et engager des opérations de restauration. On parle désormais de la « Déclaration d'Abou Dhabi ».

Cette conférence ne s'est pas tenue aux Émirats Arabes Unis par hasard ! C'est dans ce pays que vient d'être créé le Louvre Abou Dhabi. Pour un milliard d'euros, ce nouveau lieu de culture a acquis la marque « Louvre » et un prêt de collections des musées français. Ce musée est présenté comme « le premier musée universel dans le monde arabe », symbole d'« ouverture », de « tolérance » et de lutte « contre l'obscurantisme ». Le Louvre Abou Dhabi a été inauguré le 8 novembre 2017. Il abritera une œuvre de Léonard de Vinci achetée aux enchères par ce musée (pour plus de 450 millions de dollars) à l'automne 2017 : *Salvator Mundi*.

Il n'est pas indifférent de noter la participation d'un pays du Moyen-Orient à cette entreprise, ce qui est une manière de ruiner la thèse de ceux qui voient dans ces attentats une « guerre de civilisations » entre l'Occident et l'Orient. La haine patrimoniale est une guerre contre *la* civilisation, et d'abord contre la culture et l'histoire de ceux qui commettent ces attentats.

Punir et prévenir

Depuis peu, on a compris que l'on pouvait mobiliser la justice

internationale pour punir les auteurs de « crimes » contre le Patrimoine. L'émotion suscitée par les attentats commis contre le patrimoine a provoqué une prise de conscience qui a débouché sur une reconnaissance de la notion de « crimes contre la culture » et une volonté d'agir (Mainetti 2014 : 151-182).

Ainsi, la Cour pénale internationale (CPI) a rendu le 27 septembre 2016 un jugement historique contre Ahmad Al Faqi Al Mahdi, le djihadiste malien qui a reconnu avoir détruit des mausolées protégés à Tombouctou en 2012 (ces mausolées étaient classés au patrimoine mondial de l'Humanité). L'auteur a écopé d'une condamnation à neuf ans de prison, assortie d'une demande de réparation à hauteur de 2,7 millions d'euros (août 2017). Les crimes contre la culture peuvent désormais être assimilés à des « crimes de guerre ». C'est la fin de l'impunité pour les destructeurs de biens culturels.

Les attentats culturicides ont placé le patrimoine culturel au cœur de l'opinion internationale, tant au niveau des discours institutionnels que des médias et du cybermonde. Cette attention mondiale a provoqué une volonté d'agir concrètement à l'échelle internationale à partir d'initiatives d'origines variées, comme, par exemple, la déclaration d'Abou Dhabi.

La communauté internationale, à travers l'ONU, a imaginé des actions qui se situent aussi au niveau de l'encadrement juridique. Le 12 février 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte une résolution appelant à protéger et défendre le patrimoine culturel contre le pillage, le trafic et les destructions dans toutes les zones de conflit. C'est la résolution 2199, présentée par la France et l'Italie, qui a été adoptée à l'unanimité. Elle encourage les États membres à proposer des listes de groupes impliqués dans ces méfaits ainsi que des inventaires du patrimoine et des biens culturels. Le Conseil leur demande également de se doter de normes régissant l'exportation et l'importation de ce type de biens, y compris la « certification d'origine », et de créer des unités spécialisées dans cette lutte. Le Conseil en appelle à une coopération internationale renforcée, avec l'aide de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), d'Interpol et de l'UNESCO.

Le Conseil énonce que l'attaque des sites du patrimoine culturel ou religieux « peut constituer, dans certaines circonstances, un crime de guerre », et il précise que les « auteurs de telles attaques doivent être poursuivis en justice ». Les terroristes islamistes ne se sont pas contentés de détruire le patrimoine culturel. Ils ont organisé un commerce clandestin de biens culturels, dont les clients, paradoxalement, se situaient essentiellement

en Occident. Contre cela, l'Union européenne n'est pas restée l'arme au pied. Le plan d'action de la Commission européenne destiné à renforcer la lutte contre le financement du terrorisme intègre depuis peu la lutte contre les importations illégales de biens culturels. Le 13 juillet 2017, un projet de règlement concernant l'importation de biens culturels sur le territoire de l'Union européenne a été soumis au Conseil de l'Union européenne et au Parlement européen. Le but est d'offrir un cadre global pour traiter ce problème, mais aussi de proposer une nouvelle définition des biens culturels. Comme l'a dit Pierre Moscovici, Commissaire aux Affaires économiques et financières, à la Fiscalité et à l'Union douanière, il s'agit de donner aux autorités douanières les moyens de verrouiller le marché de l'Union européenne contre l'entrée de ces marchandises. Pour ce qui la concerne, la France a intégré dans la loi⁶ plusieurs mesures spécifiquement destinées à lutter contre le trafic international des objets d'art et à faciliter leur mise à l'abri.

La proposition européenne est intervenue quelques jours après que les dirigeants du G20 à Hambourg eurent appelé les États à lutter contre le financement du terrorisme, notamment le pillage et la contrebande d'antiquités. *La Commission européenne a d'ailleurs décidé que 2018 sera l'Année européenne du patrimoine culturel.*

Bien sûr, l'UNESCO, souvent critiquée pour son impuissance, ne peut pas tout. Les États doivent seconder son effort. Un travail diplomatique est à conduire. Deux avancées récentes méritent d'être retenues. À la suite des destructions et des pillages que le patrimoine culturel irakien a subis pendant la guerre (2003), les États-Unis ont enfin décidé en 2009 de ratifier la convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé⁷. On sait que la convention de La Haye a été complétée, en 1999 (entrée en vigueur en 2004), par un deuxième protocole qui prend en compte les conflits *non internationaux* et qui encadre plus précisément la notion de *nécessité militaire impérative* et le régime de *protection renforcée* des biens culturels les plus précieux. Elle tend à obliger les signataires à incriminer et à poursuivre au pénal les auteurs d'atteintes graves aux biens culturels en temps de conflit armé. Tous les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont refusé d'y adhérer (seuls 69 pays ont signé ce texte). En 2017, la France a décidé de franchir le pas.

6. Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

7. En 2018, seuls 127 États sont signataires (sur 193).

Protéger, distinguer et réconcilier ?

Ainsi pourraient être résumées les missions de l'UNESCO. Mais qu'en est-il vraiment ?

Un exemple mérite d'être cité, à la lueur d'une actualité très récente concernant l'ex-Yougoslavie. On sait que c'est volontairement que le pont de Mostar, qui depuis le XVI^e siècle reliait les deux parties de cette ville de Bosnie-Herzégovine (et donc les communautés croates et bosniaques), a été détruit en 1993, lors de l'implosion de la Yougoslavie. Avec l'aide de la Banque mondiale, l'UNESCO a lancé en 1998 un programme de reconstruction de ce pont, qui a pris une valeur emblématique⁸. Les travaux s'achèvent en 2004. Un an après, la ville et son pont reconstitué ont été inscrits au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Est-ce que pour autant les esprits se sont apaisés ? Quel a été l'effet antalgique de cette patrimonialisation ? La géopolitique locale a-t-elle pu se normaliser ?

Sous réserve d'une étude approfondie, on peut dire que le pont n'a pas effacé les murs qui sont dans les têtes. Les deux communautés continuent de s'ignorer. « À Mostar, un pont sur l'abîme ethnique », titrait le journal *Libération* le 7 novembre 2003. Cet exemple, parmi d'autres, nous permet de mieux vérifier qu'une distinction patrimoniale, si prestigieuse soit-elle, n'est pas suffisante pour panser les plaies de l'histoire. Elle a peut-être même eu l'effet inverse, en cristallisant la mémoire croate.

Le 29 novembre 2017, le monde assiste au suicide en direct de Slobodan Praljak, un ancien officier croate condamné à vingt ans de détention pour crime de guerre par le Tribunal international de la Haye. C'est lui qui semble avoir eu l'idée de la destruction du pont de Mostar. La réaction du Premier ministre croate Andrej Plenkovic choque profondément les Européens : pour lui, il s'agit d'une « profonde injustice morale ». L'opinion croate semble soutenir cette thèse, à en croire les nombreuses manifestations que l'événement suscite. Étrange déni aux confins du révisionnisme. En 2004, au moment de l'inauguration du nouveau pont, Praljak avait déclaré : « c'est juste un vieux pont ».

Il est intéressant de se reporter au discours de Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, à l'occasion de la présentation du suivi de l'Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel devant la 58^e Assemblée générale des Nations Unies (31 octobre 2003). Il intervenait pour faire état du suivi de l'Année des Nations Unies (2002) pour le

8. Cinq pays ont participé au financement (Croatie, France, Italie, Pays-Bas et Turquie), mais aussi la Banque de développement du Conseil de l'Europe.

patrimoine culturel. Il vantait « l'universalité du génie humain dans ses créations ». Dans la partie III (« Dialogue, réconciliation et responsabilité »), il expliquait que le troisième objectif de cette Année était de « montrer combien le patrimoine culturel est un élément essentiel à l'instauration d'une paix durable » et il rappelait que l'UNESCO intervenait de plus en plus souvent en situation de post-conflit, pour, disait-il, « permettre aux populations déchirées par les conflits de récupérer une identité culturelle commune, jetant les bases d'un rapprochement et d'une réconciliation indispensables à la construction d'un avenir commun ». Dans ce discours, il se félicitait de « la toute récente adoption de la Déclaration de l'UNESCO sur la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, dont les États ont demandé l'élaboration à l'UNESCO à la suite de la destruction intentionnelle des bouddhas de Bamyán ». La Convention de La Haye de 1954, en effet, ne porte que sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé. « Il fallait donc là aussi disposer d'urgence d'un instrument qui puisse servir de référence morale et éthique pour la protection du patrimoine culturel en temps de paix ».

Le 6 juin 2002, à l'occasion de la réunion sur l'action de l'UNESCO en Bosnie-Herzégovine, il prononce un discours lénifiant intitulé « La reconstruction du pont de Mostar, symbole du dialogue intercommunautaire en Bosnie-Herzégovine ». Après l'inscription du pont sur la liste du patrimoine mondial, on peut lire sur le site de l'UNESCO : « [I]e pont reconstruit et la vieille ville de Mostar sont un symbole de la coopération internationale et de la coexistence de diverses communautés culturelles, ethniques et religieuses ». Les incroyables réactions au suicide de l'officier croate montrent combien il y a loin du discours à la réalité vécue. On ne peut que s'interroger sur la croyance aux vertus préventives et réparatrices de l'onction patrimoniale et « unesquienne ». La réaction officielle et populaire de la Croatie témoigne aussi de la difficulté de l'Union européenne (dont la Croatie est membre) à diffuser ses valeurs fondatrices aux nouveaux pays-membres.

Cette quête d'universalité et de réconciliation dont la communauté internationale a chargé le patrimoine peut avoir un effet contre-productif. La question de la restitution des biens culturels « spoliés » en signale bien l'enjeu. C'est une revendication ancienne, qui se pose à la communauté internationale, mais singulièrement à l'Europe et à la France du fait de leur histoire coloniale (Cuno 2010).

Dans son discours prononcé le mardi 28 novembre 2017 à l'Université de Ougadougou, le président de la République française a relancé cette

idée. Après avoir stigmatisé « les crimes de la colonisation européenne », Emmanuel Macron a évoqué la question de la « restitution du patrimoine africain ».

Le premier remède c'est la culture, dans ce domaine, je ne peux pas accepter qu'une large part du patrimoine culturel de plusieurs pays africains soit en France.

Il y a des explications historiques à cela mais il n'y a pas de justification valable, durable et inconditionnelle, le patrimoine africain ne peut pas être uniquement dans des collections privées et des musées européens. Le patrimoine africain doit être mis en valeur à Paris mais aussi à Dakar, à Lagos, à Cotonou, ce sera une de mes priorités.

Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique.

L'intention qui vise à réparer un déni de justice peut paraître généreuse et nécessaire. Elle repose sur l'idée que la diplomatie culturelle peut réparer des liens que le colonialisme a profondément altérés et restituer, à travers les biens culturels, leur histoire et leur dignité aux peuples anciennement colonisés. Comme s'il s'agissait de leur accorder un droit de présence dans l'offre patrimoniale mondiale. Mais n'y a-t-il pas un risque de porter atteinte à cette valeur d'universalité qu'on entend défendre, en renationalisant le patrimoine ? Qui peut assurer que le patrimoine ainsi restitué ne fera pas l'objet d'une instrumentalisation servant des finalités identitaires ou simplement économiques et touristiques (Benhamou 2010 : 113-130) ?

Bien sûr, le grand risque sera la multiplication des réclamations et des restitutions « politiques ». C'est ainsi que, le 12 novembre 2010, le président Nicolas Sarkozy a rétrocédé 297 manuscrits saisis en Corée par la flotte française en 1866. De la même manière, des têtes maori ont été restituées à la Nouvelle-Zélande, ce qui a conduit l'Assemblée nationale française à modifier la loi, en mai 2010, pour créer une commission chargée de déclasser certaines œuvres inaliénables. Les intérêts géopolitiques seront-ils privilégiés au détriment de la préservation des collections et des règles d'inaliénabilité ? Voici le nouvel enjeu auquel nous devons nous préparer et qui doit requérir notre réflexion.

Conclusion

Le terrorisme culturicide qui s'est déployé en ce début de millénaire a eu un effet paradoxal : jamais la communauté internationale n'a été autant

mobilisée par l'enjeu patrimonial et consciente de son importance comme facteur géopolitique.

Pendant 45 ans, on a parlé de « patrimoine mondial », l'UNESCO ayant eu une position centrale dans le processus de patrimonialisation. Il s'agit maintenant de regarder et d'analyser *la mondialisation du phénomène patrimonial* à travers l'émergence d'acteurs et d'instances très diversifiés qui poursuivent des logiques d'affirmation identitaire pouvant nourrir des conflits identitaristes. Instrumentalisé par les politiques, les communautés, les groupes de pression, le patrimoine est le vivier où s'alimente l'obsession régressive et belligène de l'antériorité. C'est le « syndrome Jérusalem ». Telle est la réversibilité ontologique du patrimoine, si proche de la figure de Janus.

Il convient de trouver de nouveaux modes d'intelligibilité pour tenter d'appréhender une situation duale et paradoxale où la haine patrimoniale fait son apparition au moment même où la revendication du patrimoine comme un « droit », comme élément de distinction culturelle et de valorisation communautaire, prend, par exemple, le chemin de la demande de restitution, ce qui pourrait être une autre manière de contourner les fondements de la conception universaliste qui a prévalu jusqu'ici à travers l'UNESCO.

Références

- Barkan, Elazar, 2011, « Réparer : une nouvelle morale internationale ». Dans *Témoins de l'histoire. Recueil de textes et documents relatifs au retour des objets culturels* : 85-102. Paris, Éditions de l'UNESCO.
- Belot, Robert, Woo Bong et Jung Sook Bae (dir.), 2013, *Corée-France. Regards croisés sur deux sociétés face à l'occupation étrangère*. Belfort, Presses de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard.
- Benhamou, Françoise, 2010, « L'inscription au patrimoine mondial de l'humanité. La force d'un langage à l'appui d'une promesse de développement ». *Revue Tiers Monde* 2 (202) : 113-130.
- Bories, Clémentine, 2005, *Les bombardements serbes sur la vieille ville de Dubrovnik. La protection internationale des biens culturels*. Paris, Pedone.
- Brossard, Yves et Jonathan Vidal, 2001, *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito (1980-1995)*. Saint-Nicolas et Paris, Presses de l'Université Laval et L'Harmattan.
- Camelin, Sylvaine et Sophie Houdart, 2010, *Ethnologie*. Paris, PUF.
- Chaslin, François, 1997, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*. Paris, Descartes & Cie.
- Cœuré, Sophie, 2007, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*. Paris, Éditions Payot & Rivages.
- Cuno, James, 2010, *Who Owns Antiquity? Museums and the Battle over Our Ancient Heritage*. Princeton, Princeton University Press.
- Goody, Jack, 2010, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*. Paris, Gallimard.
- Hartog, François, 2016, *Croire en l'histoire*. Paris, Champs Histoire.
- Hershkovitch, Corinne et Didier Rykner, 2011, *La restitution des œuvres d'art. Solutions et impasses*. Paris, Hazan.
- Hoffman, Barbara T., 2006, *Art and Cultural Heritage: Law, Policy and Practice*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Jungius, Martin, 2012, *Un vol organisé. L'État français et la spoliation des biens juifs, 1940-1944*. Paris, Tallandier.
- Mainetti, Vittorio, 2014, « De Nuremberg à La Haye : l'émergence des crimes contre la culture et la pratique des tribunaux internationaux ». Dans Vincent Négri (dir.), *Le patrimoine culturel, cible des conflits armés* : 151-182. Bruxelles, Bruylant.
- Minard, Adrien, 2018, *Bouzloudja. Crépuscule d'une utopie*. Paris, éditions B2.
- Musée d'Ethnographie de Neuchâtel, 1982, "Objets trouvés des paradis perdus. À propos de la mission Dakar-Djibouti." Dans Musée d'Ethnographie de Neuchâtel (dir.), *Collections passion* : 69-100.

Neuchâtel, MEN.

Perrin, Jean-Pierre, 2016, *Menaces sur la mémoire de l'Humanité. Sites en péril, de l'Afghanistan à la Syrie*. Paris, Hoëbeke.

Rioux, Jean-Pierre, 2006, *La France perd sa mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*. Paris, Perrin.

Stamatoudi, Irimi A., 2011, *Cultural Property Law and Restitution: A Commentary to International Conventions and European Union Law*. Cheltenham, Edward Elgar Publishing Ltd.

Tratnjek, Bénédicte, 2009, « Le paysage-spectacle dans la guerre : l'urbicide, une mise en scène de la haine dans la ville ». *Secondes journées doctorales en Paysage, Blois, France*. Paris, Archive ouverte en Sciences de l'Homme et de la Société (HALSHS-00650729).

UNESCO, 2014, *Le patrimoine culturel dans le Sud-Est européen. Albanie. Rapport de mission 26 avril-7 mai 2004*. Venise, Bureau de l'UNESCO à Venise, Section pour la culture.

Veschambre, Vincent, 2008, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Veyne, Paul, 2015, *Palmyre. L'irremplaçable trésor*. Paris, Albin Michel.

HERITAGE ABUSE AND GEOPOLITICAL DISORDER AT THE DAWN OF THE THIRD MILLENNIUM

Robert Belot

*Professeur des universités, Chaire Jean Monnet “Patrimoine européen et politique européenne du Patrimoine”,
UMR CNRS 5600 EVS, Université Jean Monnet/Université de Lyon*

What the mistreatment of heritage can teach us about the relation of societies to history and geopolitical chaos¹

After its being set forth as a scientific object of ethno-socio-historical interest in the 1980s, the phenomenon of heritage was viewed with somewhat of a patronizing attitude. With the powerful upswing in globalization, mobility and tourism, it had become, at times, a trend or an economic resource for some people and, at other times and for other people, one result of their concern for uniqueness and distinctness or one means of recourse for threatened identities and territories longing for recognition. The notion that “everything is heritage” ended in exasperation.

This start of the third millennium has witnessed an abrupt change in the way people see heritage.

The destructive acts against heritage carried out beginning in 2013 by various Islamic terrorist factions, in the Middle East and in Africa, are the main cause of this development. Paul Veyne, the great historian of antiquity came out of retirement to emit a shocked cry when the Palmyra site was laid waste. This was not only a pre-Islamic site which saw destruction; this was an attack against UNESCO as an institution constituted to oversee

1. The current symposium and this publication which stems therefrom have received decisive support from the Auvergne-Rhône-Alpes Region (France). They were designed and organized by the *Department of Studies in Cultural Heritage* of the Faculty of Human and Social Sciences at Jean Monnet University. Master’s level students in *History, Civilization and Heritage* (Erasmus Mundus DYCLAM course) at this same university have taken part in the preparatory work. Special thanks to Aurélie Brayet, Coordinator of the Master’s program and the symposium.

the recognition and promotion of cultural diversity. However, it was also an offence toward even the idea of heritage as a witness to our historicity. Hatred in terms of heritage involves a vision of the world and it speaks to the international community.

The trend to erase history has shown itself to be equally spectacular and violent in Timbuktu, in Tunis, in Afghanistan and elsewhere. Heritage has become a target in disproportional conflicts due to its media resonance. In this political chaos, it has become the source of illicit trafficking, a phenomenon expressive as well of disdain for culture and what it represents. This looting is part of a sinister and age-old tradition, but it reminds us more directly of the Nazi plundering of European cultural property, at the moment when a report was submitted to the French minister of Culture (March 2017) on “the origins of works recovered after the Second World War.”

The West has not been forgotten. The worrisome quarrel surrounding heritage in the city of Hebron has called forth a chain reaction which has seen both Israel and the United States withdraw from UNESCO and the American government open its embassy in Jerusalem, an action which elicited a worldwide stir. Even on American soil, history has been witness since 2010 to a wave of statue and monument dismantlings, thus calling into question the urban heritage from the War of Secession, which has produced a serious self-examination both historical and political.

In Europe, the growing national populism is giving rise to identity-related tensions which convey a dangerous disconnect from European heritage in its axiological and philosophical dimension, while even the communist past toils to reach the level of remembered heritage. The predominance of current economic interests also represents a threat. In some cases, the effects of hatred in connection with heritage connect with the effects of indifference toward heritage. As a result, on June 6, 2018, the Romanian ambassador to UNESCO announced that his government had decided to block the listing as part of UNESCO’s world heritage of Rosia Montana (a Transylvanian village in which is located the famous gold mine established by the Romans), three weeks prior to the committee meeting where its listing would be decided. Not listing the site will allow for it to be destroyed for economic purposes, and the Gold Corporation will be able to again begin ore extraction. This decision raises a challenge: 2018 is the Year of European Heritage, but it is also the hundredth anniversary year of the birth of the “new” Romania. A torrent of indignation has torn through Romanian civil society, the most significant since the revolution of 1989.

Everything has occurred as though there were an ever increasing distortion between reality, as we observe it, and what is being said of heritage and its supposedly beneficent virtues for “living better together,” as can be read in the Council of Europe’s Namur Declaration (April 2015). This distortion must be studied. Such is the object of this edition of *Ethnologies*.

The historian of our present time needs to address the phenomenon and needs as well to join forces with the ethnologist, whose vocation it is to observe “how ways of being together are built and described,” as Sylvaine Camelin and Sophie Houdart write in their book *Ethnologie* (PUF, 2010). More than ever before, heritage must be looked at in critical fashion. Here, because current events bring us to it, we propose coming to grips with it as a marker of the geopolitical disorders of our time. The conflicts at the outset of the third millennium have, in fact, revealed the huge geopolitical issue represented by heritage: a symbol attacked for its own sake, a source of illegal gain, a factor giving rise to tensions and one vector of dissensus.

For 45 years, we have spoken of “world heritage,” with UNESCO having a focal position in the process of recognizing heritage. Now it is a question of observing and analyzing the *globalization of the heritage phenomenon* through the emergence of very diversified actors and jurisdictions which are pursuing types of logic of identity affirmation able to fuel conflicts of identity. Instrumentalized by political interests, pressured by groups or communities, heritage is the breeding ground where regressive and war-fomenting obsessions draw their strength from both precedence and absolute origin. It is the “Jerusalem” syndrome.” Such is the ontological reversibility of heritage, so much like the figure of Janus.

In connection with this thought, a first milestone was passed with the international symposium which took place at Jean Monnet University (Saint-Étienne, France) on December 11-12, 2017. This edition is a further look at the questions raised during that symposium. What solutions (diplomatic, legal or financial) could be adopted or improved in order to forestall hostile acts toward heritage and illegal trafficking? What can we learn from the judgment of the International Criminal Court (2016), the first of its kind, against the jihadist who destroyed the mausoleums of Timbuktu, classified by UNESCO as World Heritage? How can digital technologies help in devising new mechanisms for prevention, conservation, repair, in fact, reconstruction? What role might NGOs play and foundations which are dedicated to saving cultural heritage? What kind of leeway exists in initiative and action for the international community and the European Union with regard to states which fail or show little interest in protecting

their heritage? Contrarily, how can states formerly colonized or subjected to a political system destructive to freedom be helped if they wish to recover a heritage which has been refused them, or even destroyed? In what way can heritage still be useful in the dialogue between civilizations?

The best way to shed light on these very live issues was to relocate them in a less cyclical framework, *historical time*, or more specifically, time as seen by the historian. First, since heritage denial deals with a radical questioning of the historicity and the diversity of human societies; next, because having recourse to history (or to what is presented as such) can, in certain cases, fuel a rhetoric about heritage which follows through to kinds of logic which exclude, obliterate or dominate socio-politically. In both cases, the mistreatment of heritage proves to be akin to the mistreatment of history.

The theme which brings us together here is one of a kind. It stems from the observation of a situation in paradox. Cultural heritage has never before been so celebrated, explored and monetized in keeping with the rise to power of globalization and tourism. There is even talk of “the right to heritage,” in connection with the appearance of demands for restitution. Yet, at the same time, heritage has never found itself so vilified, instrumentalized, plundered and destroyed to such an extent that it has become a weapon, even a target of war; there are said to be “threats to the memory of the human race” (Perrin 2016).

Historians, in somewhat of a condescending manner, had the tendency to treat heritage as a “support for an identity that is suffering” (Rioux 2006: 38) or “a remedy for those times of crisis” (Hartog 2016: 57). People liked to joke about “everything being heritage.” The devastations of heritage caused from 2014 to 2016 in Iraq and Syria by the group known as the “Islamic State” have been radical game changers. A great historian of days gone by, Paul Veyne, honorary professor at the Collège de France, came out of retirement to raise a horrified cry when the Palmyra site was ransacked (Veyne 2015). This was not merely a pre-Islamic site, a symbol of some sort of multiculturalism, which had been destroyed; it was UNESCO, an institution, which was at stake and at the same time an expression of heritage as a witness to what had come before us.

The effects we attribute to heritage are both ambivalent and contradictory. It can appear like a pain reliever, being, as it is, reputedly virtuous by reason of its miraculous power of social resilience, of

reconciliation, of restoration.² At the same time, however, the connection to heritage may be worrisome, even a cause for war, being, as it is, a source of conflict since it stimulates tensions in terms of identity. It can lead to occasions of *deheritagization*: think about the wave of statue dismantlings (in the United States, in Canada and elsewhere) which has unfolded starting in the middle of the 2010s.

More than ever before, the heritage phenomenon must be given critical consideration. Here, since the relevance of the issue invites us, we propose to consider it as being a revealer of the geopolitical disorders of our era.

Political issues threatening cultural heritage

Heritage is undergoing a change in status: a mirror of the disorders and the violence occurring in today's world, it is an element which helps to comprehend that world. Little by little, it is eluding the sort of unchanging folklorism where it was long imprisoned. As the third millennium begins, Islamic terrorism has recently caused it to move into our daily sphere in a spectacular and dramatic fashion through a morbid ritualization of the high-powered destruction of coverage by the media. The new element is that heritage as heritage has become a weapon and a target for war.

Three woes pose a threat to cultural heritage.

Patrimonial hatred

Anti-heritage violence generally steps in in case of war (foreign or civil) or of violent political breakdown (the Vichy regime, decolonization, the fall of the USSR, etc.). The new regime intends to “cleanse” the public space of symbols from the preceding government and rewrite the urban tale. Colonel Nasser, after having nationalized the Suez Canal, had the statue removed of Ferdinand de Lesseps, the canal's designer. In Congo in the 1960s, the statue of Leopold II, the Belgian king, disappeared from the public space (to make a re-appearance recently, thanks to the United Nations' mission to the Congo). The explosion which occurred in the USSR also saw the urban landscape of former Soviet countries lose landmark monuments, for example, the well-known dismantling of the statue of Félix Dzerjinski in Moscow on August 22, 1991. Some ex-communist countries have chosen

2. See the Namur Declaration (April 22-24, 2015) on the occasion of the 6th conference of ministers of the Council of Europe on the Cultural Heritage of Europe: “Le patrimoine culturel au XXI^e siècle pour mieux vivre ensemble. Vers une stratégie commune pour l'Europe.”

to establish “statue parks” where they have “exiled” the most controversial pieces. According to the architect of Memento Park, in Budapest, where can be found statues of Lenin, Marx and Engels, “the site represents dictatorship, but since people may talk about it and criticize it, it also represents democracy.”

Heritage as a challenge and a target for war and conflict is an old old story. Here, it is a matter of taking note of the very contemporary changes in this phenomenon which started at the end of the XXth century, in Europe, when Yugoslavia blew up.

The destruction of the historic centre of Dubrovnik has become symbolic of cultural crime (Bories 2005) and of “ritualized urbicide.” The Bosnian Serbs are not merely responsible for an “ethnic cleansing”; they carried out a “monumental purification” by physically wiping out the Muslim symbols. In Banja Luka, the XVIth century mosques, classified as a part of world heritage, were destroyed (Chaslin 1997; Veschambre 2008). In Sarajevo, the library was destroyed. It involved erasing all traces of the multi-ethnic nature of ex-Yugoslavia and, moreover, attacking the history of which heritage is the sign. The hatred of heritage always results from an inability to admit the historicity of things, people and communities, but also from a belief in the possibility of an origin which is “pure” and absolute. Its horizon line is one of totalitarianism or nihilism. People rightly spoke of “memory-cide” (Brossard and Vidal 2001: 188).

The Islamic terrorism which followed the Cold War signaled a renewal of the culture-killing arsenal and re-armed patrimonial hatred from the Taliban’s blowing up of the Bouddhas of Barniyan in Afghanistan (March 2001) to the destruction of Palmyra’s arc de triomphe (October 5, 2015)³ along with the attack on the Bardo museum (March 18, 2015) near Tunis. The cultural items became part of a geopolitical game, a weapon of war, in fact, a source of war. The ruined cultural setting became an instrument for propaganda, a “discursive landscape” (Tratnjeck 2009) which answers to the current rationales of excessive media coverage.

This regression of civilization cannot help but make one think, for example, of the Nazi regime and its policy to wipe out culture and to erase history. Hatred of heritage, wherever it is found and in whatever centuries,

3. One might add the destruction, in Mali, of several mausoleums, of the main mosque in Timbuktu and the burning of manuscripts (June-July 2012), the destruction, in Lybia, (August 2012) and profanation of the mausoleum of al-Chaab al-Dahmani the wise in Tripoli, the looting, in Mosul, of the museum’s pre-Islamic heritage and an immense book burning ceremony (February 2015).

makes up part of an ideology which both denies the historicity of humanity and condemns cultural diversity. One comes to the point of considering that the protection of heritage is a “human right,” like Pope Francis who, in his general audience on Wednesday, November 30, 2016, welcomed the holding of a conference on endangered heritage (one initiated by France and the United Arab Emirates) because he judged that “the protection of culture’s riches represents a crucial dimension in defense of human beings.”

In fact, the denial of heritage, as evidenced in the actions of Islamic terrorists, who destroy the museums and monuments of history, is not only replaying yet again the iconoclastic and iconophobic card which casts a shadow on the three great monotheistic religions. It means denying the Other, and it also means denying oneself by cutting oneself off from the long process of evolution that has made us what we are today. In so doing, man claims the right to play God, something which, however, all monotheistic religions forbid and prohibit: he has refused the status in history which God assigned him, knowing that God himself is located outside history, where the indescribable and the unrepresentable rule. And it is there where anti-heritage folly dwells: deciding that humanity could do without the past, could free itself from the History which is its estate. Terror is always the cursed point to which leads the temptation to culturicide, which is twice the desire for Uchronia (non-time or anti-time). It is a form of present-day nihilism. For this reason people have finally begun to mention the concept of “cultural genocide.”

The movement to destroy heritage has triggered worldwide emotion for it arose to counter, in fact, a policy promoted by UNESCO which aimed at setting up cultural heritage as a definitive symbol of universalism and, after the Cold War, of planetary reconciliation. “World” heritage had become the tangible sign of the dialectic resolution between universality, diversity and identity. It was the positive dimension of globalization. As Hoffman aptly noted in 2006 in his introduction to the book *Art and Cultural Heritage: Law, Policy and Practice*, “In the past 50 years, and especially the last ten or so, it has become clear that culture counts and that protecting it is a task which concerns not only a people, and sovereign nations, but also the international community” (Hoffman 2006: 1). The arrival of the worst (heritage terrorism) dealt a very sharp blow to this eschatology of the best.

Deprivation, predation and denial

Suppression and demolition represent the most radical forms of *deheritagization*. It can take a less precipitous form: deprivation and

predation. It is an ancient story which is ever new.

Deprivation involves cutting off a society (or a group) from its history and its possessions, whether tangible or not. In this case, heritage is understood in the sense of cultural identity. This phenomenon appears when a country decides to dominate another country or to annex another country's region where it wishes to impose its value, rituals, symbols, in fact, its heritage. Such was the case for Alsace-Moselle from 1870 to 1919 where a sort of "cultural uprooting" was imposed: French was replaced with German as the official language; school libraries were emptied in order to be well supplied with German books and manuals; a new history was taught to the children; the French flag was forbidden. Russian domination in Crimea played out with similar conditions imposed on the Tatars, from Catherine II to Stalin, an action which involved mass exoduses and displacements, another radical means which Stalinism used with other peoples as well. This was a case of "cultural mutilation." Mention could be made, too, of the policy of deculturation which Japan inflicted on Korea beginning in 1910. It went so far as to force surname changes on the population, a veritable violation of identity, with the official slogan: "Naisen ittai" (making Koreans totally into Japanese) (Belot 2013).

Deprivation and mutilation can take on the form of predation. In this case, it is a question of a kind of "raid" carried out after a military and political show of force to enable those in power at any given moment to take over cultural or artistic property to increase their own heritage. Napoleon became an expert at this approach to forced requisition, both in Italy and in Germany, a policy which, in the final analysis, strengthened the cultural power of France by creating a "universal museum." For this reason, today in the Louvre one can reflect on *The Wedding at Cana*. This masterpiece from the Veronese artist is, in fact, a war trophy, which was awarded to France by the Treaty of Campoformio on October 17, 1797 as a contribution from the war. After its restoration, in 1992, lawyer Arno Klarsfeld and Carla Bruni launched a media campaign for the return of the painting to the refectory of the Benedictines of San Giorgio Maggiore in Venice.

If we stick to the XXth century, we can think of the French public archives which were taken as war booty by the Nazis and then the Soviets (Coeuré 2007). However, the most dramatic operation, in terms of racism, was the plundering by Vichy (Jungius 2012) and by the Nazis of the Jews and their artistic works. This question was slow in being studied. Today, it is very well documented, to such an extent that judiciary procedures for restitution are underway. The revelation, at the outset of November

2013, of the almost accidental seizing of 1,406 paintings in the Munich apartment of Cornelius Gurlitt, an eighty year old man, made news around the world. In Europe, the “Einsatzstab Rosenberg”⁴ ravaged museums and libraries, confiscating works of art and collections, and ransacked private dwellings. Its own records show the importance of these confiscations. Over 21,903 pieces of art were taken in this way. Nor was the Red Army forgotten. It stole, mainly in Germany, more than one million pieces (paintings, sculptures, archeological items, literary works, archives). This matter is still a source of diplomatic tension between Germany and Russia.

Another news item, brought to light by French president Emmanuel Macron, in his speech in Burkina Faso (November 28, 2017): the restitution of African heritage possessions amassed by Europeans who imposed “the story of their past on the rest of the world” (Goody 2010). European museums are richly endowed with that which was extracted from African countries in the course of colonization. Once again, this relation to heritage gives witness to a show of force. Yet we cannot deny that it also expresses the interest on the part of ethnologists, anthropologists and artists in various cultures. Think of the influence of African masks on the development of Picasso’s artistry. The Dakar-Djibouti ethnographic mission (1931-1933) was conducted by unimpeachable scholars: Marcel Griaule (the Dogon specialist who led it), Paul Rivet, Georges-Henri Rivière and Michel Leiris, all of the conviction, as Rivet wrote, that “humanity is one indivisible whole.” This 20,000-km expedition was the step which gave rise to the creation, in 1937, of the Musée de l’Homme, a place of multi-disciplinary research associated with a collective will for popular education (Men 1982: 69-100). It is significant to note that the Musée de l’Homme was, during the Occupation, a hot spot for the Nazi resistance movement.

In December 2017, the Algerian state officially requested that France return the skulls of soldiers killed during the XIXth century colonial wars which were in the possession of the Musée de l’Homme. This practice was common at that time. Today, the question of restitution has become a worldwide phenomenon and an issue both cultural and geopolitical (Hershkovitch and Rykner 2011; Stamatoudi 2011). People tend to consider restitution as part of “a new international moral code” (Barkan 2011: 83).

The theft and trafficking of cultural property are another type of disdain and mutilation in terms of heritage. The destabilization of the Middle East, since 2011, has given rise to a resurgence of this phenomenon whose goals

4. “Groupe d’intervention Rosenberg.”

are essentially monetary. On February 12, 2015, resolution 2-199 of the Security Council took note of the “pillaging and contraband trade in objects belonging to the cultural heritage of Iraq and Syria.” The European Union decided to develop a policy for prevention and restriction in this area.

Finally, it is appropriate to deal with a dimension of heritage deprivation which is difficult to grasp, but which, none the less, is an important element in societies and the way they view themselves. It is the phenomenon of denial or of repression stemming from a community which refuses (consciously or not) to grant recognition to a memory that harks back to a difficult page in its history and which risks weakening social agreement. Every nation is built on its own story, one which emanates from a fictional and mythological version. It is the “national novel,” a story, usually irenic, epic and often heroic, that sets aside anything which might divide. Heritage is, by nature, selective and deprives itself (and us) of numerous swathes of history. Often, heritagization happens *without* rather than *against* history. Just one among many examples: the first institutional exhibition on the Cooperation during the German occupation in France dates from 2015. It occurred at the National Archives in Paris, where it was presented as “a rereading of this complex legacy through numerous documents, mostly unpublished, coming from prestigious heritage institutions, both French and foreign, as well as from private collections.” The president of the Republic opened it in person. The publicity material for this exhibition featured the portrait of Marshal Pétain, head of state from 1940 to 1945, something which French society would not have allowed twenty years previous. In fact, it was the heritage of the Resistance and its fabled story which were long focused on. It took time for the “difficult” heritage to continue.

In the countries of central Europe, formerly of the Soviet bloc, can be seen a tendency to repress and even erase that which turns thoughts back to the communist past. However, the situation would need to be analyzed country by country to bring out a more nuanced reading. For example, in 1992, in the Bulgarian city of Dimitrovgrad, the monument of Georgi Dimitrov, the Comintern man, was removed by the new authorities. There followed a polemic. Finally, the municipal council decided, ten years later, to reinstall the statue, but in a very discreet manner, in one of the city parks. All the same, a lively debate ensued about the fate of the huge monument (“the saucer”) inaugurated in 1981 for the 90th anniversary of the creation of Bouzloudja, in the Balkans (1,450 m in altitude), by the Bulgarian communist party. Historians want to maintain this testimony to

communist art, while others see in it a history lesson which could contribute to the civic education of young people. Today it has been delivered to the fans of *ruin porn* (Minard 2018).

The statues of the old regime have been dismantled, destroyed or removed from public view. In Romania, for example, the families of victims of the communist system labour to have their own history recognized by the nation and to initiate a process of memorialisation. The memorial to the victims of communism and the Sighet resistance (a prison) only got off the ground (in 1997) with the assistance of the European Union. The Tirana National Historic Museum, Albania's largest, overlooks the Italian and German occupation, but also the communist dictatorship (1944-1991) and the presidency of Salim Berisha (UNESCO 2004: 31). It is a heritage of the gaps.

At times, and paradoxically so, this repression goes so far as to prize the dark periods which preceded the imposition of the communist yoke. One might think of Hungary, where, on November 13, 2013, a statue was erected to Admiral Horthy, the "Hungarian Pétain," who took violent anti-Semitic measures even before the war and who drafted a policy to collaborate with Hitler's Reich. This promotion of a negative heritage, so contrary to the values on which post-war Europe was founded, hardly stirred European opinion at all. However, this heritage act can be interpreted as the sign of the dangerous rise to power in Europe of National populism.

UNESCO is very discreet regarding what it sometimes labels "difficult" or "dissonant heritage." This discretion reflects a general reticence to call up the painful past of communist Europe; this heritage did not have its Nuremberg and has barely aroused international compassion.

Instrumentalizing heritage

There is a third woe suffered by Heritage, namely, its instrumentalization, that is, its manipulation for political ends.

One example which has recently caught the attention of the media and social networks illustrates this phenomenon: it has been discovered that American white supremacists were using southern monumental heritage to legitimize their racist contentions. Denouncing these practices plunged America, in 2017, into a serious crisis surrounding historical consciousness.

It all began in 2015 when demonstrators painted the words *Black Lives Matter* on the statue of General Lee in Charlottesville; the statue

was removed and the park renamed “Emancipation Park.” Two years later, violent demonstrations occurred, causing one death (militant antiracist Heather Heyer) on August 12, 2017. The importance was discovered of the *alt-right* identity movement and its links to European extremist movements. Cities decided, as a precautionary measure, to remove statues which might be targeted. At times, activists set about brutal dismantlings, as in Durham (North Carolina), where they overturned a confederate statue with chants of: “No racism, no KKK, no Fascism!”

The issue has become national and political. Nancy Pelosi, the head of the Democratic minority in the House of Representatives, demanded that statues erected in tribute to confederate soldiers (among them the statue of General Lee) be removed from the Washington Capitol. According to a 2016 report published by the Southern Poverty Law Center, a specialist in extremist movements and civil rights, more than 1,500 confederate symbols are still in place across the country. In all of America, “revisers for the dead” have gone on the hunt for public commemorative references deemed to be morally inappropriate and judged incompatible with society’s current values. A statue is threatened in Central Park; a restaurant has had to be rechristened since its name (Fowler & Wells) brought to mind a pseudo-theory used to justify the enslaving of Blacks; the mosaic of the metro station in Times Square has to be redrawn since it is reminiscent of the confederate flag; two stained-glass windows representing Southern generals are going to be removed from the National cathedral in Washington. Foreign figures are also to be targeted: New York’s mayor announced on August 17, 2017 the removal, on Broadway, from the promenade of the Canyon of Heroes, a commemorative plaque placed in 1931 as a tribute to Marshal Pétain, a “Nazi collaborator.” He is calling together a committee of experts to identify the “symbols of hatred.”

This crisis speaks to the fact that Americans have trouble being at peace with their history (especially their memory of slavery), something which shows the race question has not been solved and the social model remains fragile. Two bodies with different claims to heritage shared America and we wanted to know nothing of the fact. This crisis also shows that heritage is not always the agent of reconciliation and peacemaking which we generally attribute to it. It can be a source of division, a fomenter of conflict.

The phenomenon spread and a worldwide polemic arose: should the monuments of controversial heroes be dismantled? In the United Kingdom, people suddenly recalled the suspicion that Admiral Horatio Nelson might have been a white supremacist; in the Guardian, writer Afua Hirsh called

for the removal from the London landscape of the monument honouring the British hero. Quebeckers, too, were not immune to the cry for the same Nelson looked down from atop an imposing column erected in Montreal at Place Jacques Cartier. In the face of this movement now rereading in radical fashion the presence of monuments to past history, some historians have reacted by reminding that history is history... They denounce, as Canadian Michael J. Carley, these attempts which aim to “rewrite, launder, falsify history.” American Dell Upton argues that “a monument in a public space cannot represent just one point of view,” but it must strive for consensus. The debate has begun.

In a dramatic and newsworthy manner as well, the great question arises as to the relation of memory to history and the political uses/misuses of history. Today’s societies (even the most modern and the most powerful) are, thus, often subject to the return of repressed history which risks threatening social cohesion. What is at stake in this, due to social pressure, is the brutal reconversion of a “glorious” heritage into a “shameful” heritage, also known as a *dark heritage*.

Gradually, because of the internationalization of its scope, heritage has become a parameter in international relations, a marker of geopolitical tension, a diplomatic issue. This can be seen in a recent example.

On July 7, 2017, UNESCO decreed that the old city of Hebron, in the occupied West Bank, should be considered a “protected zone” of World Heritage in Danger, being a site “of outstanding universal value in danger.” It is known that this region of the world, where the world’s three monotheistic religions mingle, is very sensitive. Symbol and heritage play an important role in how issues are perceived and in the sparking of crises. In Hebron, a Palestinian city, a few hundred Israeli settlers occupy an enclave which is near the Tomb of the Patriarchs (where lie, it is said, the remains of Abraham, the father of the three monotheistic religions). However, on this site also stands the Ibrahim mosque, which is holy to Muslims. Palestinians feel their heritage to be threatened by vandalism on the part of the settlers. They have long denounced the attacks on their heritage brought on by the Separation Wall which divides hundreds of archeological and cultural heritage sites from their original environment. For this reason Palestine had hoped to become a “member state” of UNESCO in 2011.⁵ For the Palestinians, the UNESCO decision was “one successful step in the diplomatic battle carried on by the Palestinians on all fronts in the face of Israeli and American pressure.” The Israeli government’s reaction was to

5. That same year, Bethlehem was listed in UNESCO’s world heritage.

allude to an act which represented a “negation of the Jewish history of the city”; it spoke of a “moral stain,” and “one of the most disgraceful moments in the history of UNESCO.”

After this listing, the United States and Israel withdrew from UNESCO on October 12, 2017. On December 6, 2017, the American government went even further by recognizing Jerusalem as the capital of the Israeli State. It then decided to transfer the US Embassy from Tel Aviv to Jerusalem. The internationalization by the UN, in 1947, of the “thrice holy” city did not prevent the crystallizations, both in terms of identity and religion, which have made this, for some, a “focal point in the clash of civilizations.”

In this case, heritage has lost its healing virtues: instrumentalized by the various parties, it has become a concrete expression of geopolitical tensions.

The emergence of a diplomatic, technological and judicial defense

Too often, faced with the worst, talk is taken for action! However, the international community today is not left powerless. The new technologies come along as a means to limit the worst. The universal emotion generated by the cultural terrorism of a group known as Daech and the danger of geopolitical destabilization it represents have challenged states and international bodies to live up to their responsibilities. There is emerging a diplomacy of heritage. At the UN as in Europe, we can foresee a new legal framework to neutralize the trafficking of cultural property which has been gained by wrongful means.

Restoring, rebuilding

Archeologists have been the first to use computer graphics in search of the past. Investigative techniques have also become restorative techniques. Because of the new image processing technologies, destructions can no longer be what they were. A resurrection is now possible, thanks to the digital revolution which is also a promise of eternity. In fact, the digitalization of writings, images and sites, along with the virtualization of museums, makes it possible to transcend absence and to avert loss. Hence the paradox of heritage which has become a reflection, a tool and a conduit for modernity with the help of new technologies and social networks that offer extraordinary possibilities for preserving, for intervention and for dissemination. Two examples give witness to this.

In January 2015, the organization known as the “Islamic State” moved to destroy contents in the museum in Mosul, Iraq: statues from the site of

Hatra, listed among UNESCO's world heritage, two winged Assyrian bulls, various objects coming from other archeological sites in the province of Nineveh. There was a global outcry. However, its most concrete expression came from two students who decided to carry out a virtual reconstitution in 3D of the destroyed objects. This project (named "RecoVR Mosul" and supported by The Economist Media Lab) implements the technique of *crowdsourcing* (participative production) which enables net surfers to send photos of lost works taken from various angles. These undergo "photogrammetry" using a computer program which assembles them into a three-dimensional collage.

With the help of a 3D printer, life-size copies of the Arch of Palmyra were created and erected in April 2016 in both London's Trafalgar Square and New York's Times Square. Digitalizing gives new life. The French start-up ICONEM understood that drones were an interesting option for retrieving photographic data from sites in danger. For what purpose? To establish an emergency document protocol in view of studies and digital reconstruction. Since 2013, it has been involved in 3D reconstructions of major archeological sites which are either being threatened or already destroyed: Pompeii, Afghanistan, Iraq... Its imaging, based on drone photography and photogrammetry, will provide a documentary foundation for rebuilding the Palmyra site.

Initiatives have been undertaken by international organizations. The United Nations, through the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), has finetuned the UNOSAT program which is destined to provide image analyses and satellite solutions for organizations working in the humanitarian field, in security and also in that of endangered heritage. UNOSAT is backed by the computerized infrastructure of the CERN Computer Laboratory for the compilation and analysis of satellite data and for the production of detailed geographic mapping of world regions affected or threatened by conflict or natural disaster. The challenge is to enable experts to do a precise evaluation of the needs in planning measures for restoration and rebuilding.

Under pressure from Paris and Abou Dhabi, on December 2 and 3, 2016, an international conference was held on "endangered heritage." It brought together representatives from some forty states and private institutions which endorsed the creation of a fund and a network of shelters to protect heritage in times of conflict (100 million dollars, of which France will contribute 30 million). Thus was born, March 20, 2017, the Alliance for the protection of endangered heritage, which is intended to develop and

implement preventive or emergency actions and participate in restorative operations. It is known as the “Abou Dhabi Declaration.”

It was not by accident that this conference was held in the United Arab Emirates! It is in this country that the “Abou Dhabi Louvre” has been created. For one billion Euros, this new cultural centre has acquired the “Louvre” brand and the loan of collections belonging to French museums. This museum is presented as “the first universal museum in the Arab world,” a symbol of “openness” and “tolerance” and of the struggle “against obscurantism.” The “Abou Dhabi Louvre” was opened on November 8, 2017. It will house a work of Leonardo da Vinci bought at auction by this museum (for over 450 million dollars) in the fall of 2017: *Salvador Mundi*.

It is quite appropriate to take note of the participation of a Middle Eastern country in this undertaking. It is one way of giving the lie to those who see in these attacks a “war of civilizations” between West and East. Heritage hatred is a war against civilization itself, and first and foremost against the culture and history of those who commit such attacks.

Punishing and warning

For a short time now, we have understood the possibility of mobilizing international justice efforts in order to punish the perpetrators of crimes against “Heritage.” The strong feelings caused by attacks against heritage have given rise to a realization resulting in acknowledgement of the notion of “crimes against culture” and a will to act (Mainetti 2014: 151-182).

In this way, the International Criminal Court (ICC), on September 27, 2016, rendered a historic guilty verdict in the case of Ahmad Al Faqi Al Mahdi, the Malian jihadist who admitted to have destroyed protected mausoleums in Timbuktu in 2012 (the mausoleums were listed as part of World Heritage). The perpetrator was handed a sentence of 9 years in prison, along with a demand for compensation in the sum of 2.7 million Euros (August 2017). Crimes against culture can henceforth be compared to “war crimes.” This marks the end of acting with impunity with regard to cultural property.

The culture-killing attacks put cultural heritage at the heart of international opinion, both in terms of institutional discourse and the media and cyberspace. This worldwide attention sparked a will to act, in concrete fashion, on an international scale beginning with initiatives from a variety of backgrounds, as, for example, the Abou Dhabi Declaration.

The international community, through the UN, envisioned taking action in terms of the legal framework. On February 12, 2015, the United Nations Security Council adopted a resolution which called for the protection and defense of cultural Heritage against pillaging, trafficking and destruction in all conflict zones. It is resolution 2-199, presented by France and Italy and adopted unanimously. It encourages member states to propose lists of groups involved in mischief against heritage inventories and cultural property. The Council asked them as well to develop standards to regulate the importing and exporting of such goods, including a “certificate of origin” and to create units which will specialize in this struggle. The Council gave a call to strengthen international cooperation, with the assistance of the United Nations Office of Drugs and Crime (UNODC), Interpol and UNESCO.

The Council stated that an attack on cultural or religious heritage sites “could constitute, in some circumstances, a war crime,” and specified that the “perpetrators of such attacks should be prosecuted.” Islamic terrorists are not satisfied with destroying cultural heritage. They have organized a clandestine trade in cultural property and their clients, paradoxically, are essentially located in the West. On the other hand, the European Union has not stood idly by. The action plan of the European Commission, intended to strengthen the fight against the financing of terrorism, has included recently a fight against illegal imports of cultural property. On July 13, 2017, a draft regulation dealing with the importation of cultural property into the European Union’s territory was submitted to the Council for the European Union and to the European Parliament. The goal is to provide a global framework to deal with this problem, but also to propose a new definition of cultural property. As was said by Pierre Moscovici, Commissioner of Economic and Financial Affairs for Taxation and the Customs Union, it is a matter of giving the customs authorities the means to close the market of the European Union against the entry of such goods. For its part, France has included in the law⁶ several measures specifically destined to fight against the international trafficking of pieces of art and to facilitate their being protected.

The European proposal came along a few days after the members of the “G20” in Hamburg had called on states to fight against the financing of terrorism, especially pillaging and the contraband in antiquities. The European Commission, in addition, decided that 2018 would be the

6. Law n° 2016-925 of July 7, 2016 relative to the freedom of creation, architecture and heritage.

European Year of Cultural Heritage.

Of course, UNESCO, while often criticized for its impotence, cannot do everything. The states have to second its efforts. A work of diplomacy needs to be undertaken. Two recent developments are worthy of note. Following the destruction and pillaging of Iraqi cultural heritage in the 2003 war, the United States finally decided, in 2009, to ratify the 1954 Convention for the Protection of Cultural Property in the case of an armed conflict.⁷ We know that the Hague Convention was completed in 1999 (entering into force in 2004), by a second protocol which takes into account *non-international* conflicts and which regulates more precisely the notion of “imperative military necessity” and the provision for “strengthened protection” of the most precious cultural property. It seeks to oblige signatories to charge and prosecute those who commit serious attacks on cultural property in times of armed conflict. All the permanent members of the United Nations Security Council refused to sign it (only 69 countries did sign the document). In 2017, France decided to take that step.

Protecting, identifying and reconciling

The missions of UNESCO could be thus summarized. But what is the real story?

One example is worthy of note, in light of a very recent news item about ex-Yugoslavia. We know that the bridge of Mostar, which has united the two sections of this city of Bosnia-Herzegovina (and thus the Croatian and Bosnian communities) since the XVth century, was destroyed on purpose in 1993, when Yugoslavia imploded. With assistance from the World Bank, UNESCO began a program to rebuild this bridge, which had taken on symbolic value.⁸ The construction was completed in 2004. One year later, the city and its reconstituted bridge were listed as part of UNESCO’s World Heritage. Were people then satisfied? What healing effect did this act of heritagization have? Did the local geopolitical situation return to normal?

Subject to an in-depth study, one might say that the bridge did not break down the walls in people’s heads. The two communities continue to disregard each other. “In Mostar, a bridge across the ethnic abyss,” read the newspaper *Libération* on November 7, 2003. This example, among others, allows us to better verify that a heritage distinction, however prestigious,

7. As of 2018, only 127 states are signatories (out of 193).

8. Five countries took part in the financing (Croatia, France, Italy, The Netherlands and Turkey) but also the European Council Development Bank.

is not bandage enough to cover the wounds of history. It perhaps, in fact, had the reverse effect: it concretized the memory among the Croats.

November 29, 2017, the world witnessed, first hand, the suicide of Slobodan Praljak, a former Croatian officer sentenced to twenty years of prison for war crimes by the International Tribunal at the Hague. It was he who, it seems, had the idea of destroying the Mostar bridge. The reaction of Andrej Plenkovic, the Croatian prime minister, deeply shocked Europeans: for him, it was a “profound moral injustice.” Croatian public opinion seems to stand by this appraisal, if the many demonstrations triggered by the event are any indication. A peculiar denial in the area of revisionism. In 2004, at the moment when the new bridge was being inaugurated, Praljak declared: “It’s just an old bridge.”

It is interesting to refer to the speech by Koïchiro Matsuura, Director General of UNESCO, on the occasion of the presentation on the follow-up to the United Nations Year for Cultural Heritage made before the 58th United Nations General Assembly (October 31, 2003). He spoke to give an update on the United Nations Year (2002) for Cultural Heritage. He praised “the universality of human ingenuity in its creations.” In part II (“Dialogue, Reconciliation and Responsibility”), he explained that the third objective of this Year had been to “show how much cultural heritage is a crucial element for the establishment of a lasting peace” and he recalled that UNESCO was increasingly stepping into post-conflict settings in order to, in his words, “enable populations torn apart by conflicts to regain a common cultural identity, laying the foundations for rapprochement and reconciliation indispensable to the building of a common future.” In this speech, he welcomed “the newly adopted UNESCO Declaration on the intentional destruction of cultural heritage, which the states had asked UNESCO to draft following the intentional destruction of the Bamyán Buddhas.” The 1954 Hague Convention, in fact, deals only with the protection of cultural property in the case of armed conflict. “It was, therefore, also urgently necessary to have an instrument which could serve as a moral and ethical reference for the protection of cultural heritage in times of peace.”

On June 6, 2002, at the meeting dealing with UNESCO’s actions in Bosnia-Herzegovina, he gave a comforting speech entitled: “The rebuilding of the Mostar bridge, a symbol of the intercommunity dialogue in Bosnia-Herzegovina.” After listing the bridge as part of World Heritage, one can read on the UNESCO website: “The rebuilt bridge and the old city of Mostar are a symbol of international cooperation and of the co-existence

of diverse cultural, ethnic and religious communities.” The unbelievable reactions to the suicide of the Croatian officer show just how far the distance is from the speech to the reality in real life. One can only wonder about the belief in the preventive and restorative virtues of UNESCO’s anointing of heritage. The official reaction among the people in Croatia also testifies to the difficulty of the European Union (of which Croatia is a member) to incorporate European values.

This quest for universality and for reconciliation that the international community has entrusted to heritage can be counterproductive. The question of restoring cultural property which has been misappropriated shows well what is at stake. It is an ancient demand which is made of the international community, but more particularly of Europe and of France because of their colonial history (Cuno 2010).

In a speech delivered on Tuesday November 28, 2017 at the University of Ouagadougou, the president of the French Republic again proposed this idea. After having stigmatized “the crimes of European colonization,” Emmanuel Macron brought up the question of “restoring African heritage.”

The first remedy is culture, in this matter. I find unacceptable that a major portion of the cultural heritage of many African countries is in France.

There are historical reasons for this, but there is no justification which is sound, enduring and unquestionable. African heritage cannot be simply in private collections and in the museums of Europe. African heritage has to be highlighted in Paris but also in Dakar, in Lagos, in Cotonou; that will be one of my priorities.

It is my hope that in five years from now conditions will be right for the temporary or definitive restoration of African heritage to Africa.

The intent to restore justice once denied may seem generous and necessary. It is based on the idea that cultural diplomacy can redress the links which colonialism changed profoundly and can restore, by means of cultural property, their history and their dignity to peoples who were formerly colonized. As if it were a question of granting them a right of presence in the world heritage offer. And yet, is there not a risk of violating this value of universality which we are trying to defend by re-nationalizing heritage? Who can ensure that heritage which has thus been restored will not become an object of instrumentalization which will benefit the cause of identity or simply of economy or of tourism (Benhamou 2010: 113-130)?

Of course, the main risk will be the multiplication of “political” claims and restorations. This was the case on November 12, 2010 when President Nicolas Sarkozy gave back 297 manuscripts seized by the French fleet in Korea in 1866. In the same way, Maori heads were returned to New Zealand, an act which led France’s National Assembly to change the law, in May 2010, in order to create a commission whose mandate would be to downgrade certain inalienable works. Will geopolitical interests be prized at the expense of conserving non-transferable collections and regulations? This is the new challenge for which we must prepare ourselves, one which will necessitate our reflection.

Conclusion

Terrorism which destroys culture, such as that displayed at the outset of this millennium, has had a paradoxical effect: never has the international community been so mobilized by the conscious challenge of the importance of heritage as a geopolitical factor.

For 45 years, people have spoken of “world heritage,” and UNESCO has been a focal point in the process of recognizing heritage. Now it is a matter of concerning ourselves with and analyzing *the globalization of the heritage phenomenon* through the appearance of a wide variety of actors and situations which pursue rationales of identity affirmation capable of fueling identity claims. Instrumentalized by politics, communities and pressure groups, heritage is the pool where the regressive and conflictual fixation on what used to be is nurtured. It is the “Jerusalem syndrome.” Such is the ontological reversibility of heritage, so reminiscent of the persona of Janus.

We need to find new ways of understanding in order to try to grasp a situation which is both twofold and paradoxical, where heritage hatred has made an appearance at the very moment when restoration of heritage as a “right,” an element of cultural distinction and community enhancement, chooses, for example, the road where restoration becomes a demand. This may be another option for subverting the foundations of the concept of universalism which has prevailed until now through UNESCO.

References

- Barkan, Elazar. 2011. "Réparer: une nouvelle morale internationale." In *Témoins de l'histoire. Recueil de textes et documents relatifs au retour des objets culturels*: 85-102. Paris: Éditions de l'UNESCO.
- Belot, Robert, Woo Bong and Jung Sook Bae (eds.). 2013. *Corée-France. Regards croisés sur deux sociétés face à l'occupation étrangère*. Belfort: Presses de l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard.
- Benhamou, Françoise. 2010. "L'inscription au patrimoine mondial de l'humanité. La force d'un langage à l'appui d'une promesse de développement." *Revue Tiers Monde* 2(102): 113-130.
- Bories, Clémentine. 2005. *Les bombardements serbes sur la vieille ville de Dubrovnik. La protection internationale des biens culturels*. Paris: Pedone.
- Brossard, Yves and Jonathan Vidal. 2001. *L'éclatement de la Yougoslavie de Tito (1980-1995)*. Saint-Nicolas and Paris: Presses de l'Université Laval and L'Harmattan.
- Camelin, Sylvaine and Sophie Houdart. 2010. *Ethnologie*. Paris: PUF.
- Chaslin, François. 1997. *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*. Paris: Descartes & Cie.
- Cœuré, Sophie. 2007. *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*. Paris: Éditions Payot & Rivages.
- Cuno, James. 2010. *Who Owns Antiquity? Museums and the Battle over Our Ancient Heritage*. Princeton: Princeton University Press.
- Goody, Jack. 2010. *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*. Paris: Gallimard.
- Hartog, François. 2016. *Croire en l'histoire*. Paris, Champs Histoire, 2016.
- Hershkovitch, Corinne and Didier Rykner. 2011. *La restitution des œuvres d'art. Solutions et impasses*. Paris: Hazan.
- Hoffman, Barbara T. 2006. *Art and Cultural Heritage: Law, Policy and Practice*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Jungius, Martin. 2012. *Un vol organisé. L'État français et la spoliation des biens juifs, 1940-1944*. Paris: Tallandier.
- Mainetti, Vittorio. 2014. "De Nuremberg à La Haye: l'émergence des crimes contre la culture et la pratique des tribunaux internationaux." In Vincent Négri (ed.) *Le patrimoine culturel, cible des conflits armés*: 151-182. Bruxelles: Bruylant.
- Minard, Adrien. 2018. *Bouzloudja. Crépuscule d'une utopie*. Paris, éditions B2.
- Musée d'Ethnographie de Neuchâtel. 1982. "Objets trouvés des paradis perdus. À propos de la mission Dakar-Djibouti." In Musée d'Ethnographie de Neuchâtel (ed.), *Collections passion*: 69-100.

- Neuchâtel: MEN.
- Perrin, Jean-Pierre. 2016. *Menaces sur la mémoire de l'Humanité. Sites en péril, de l'Afghanistan à la Syrie*. Paris: Hoëbeke.
- Rioux, Jean-Pierre. 2006. *La France perd sa mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*. Paris: Perrin.
- Stamatoudi, Irimi A. 2011. *Cultural Property Law and Restitution: A Commentary to International Conventions and European Union Law*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing Ltd.
- Tratnjek, Bénédicte. 2009. "Le paysage-spectacle dans la guerre: l'urbicide, une mise en scène de la haine dans la ville." In *Secondes journées doctorales en Paysage, Blois, France*. Archive ouverte en Sciences de l'Homme et de la Société (HALSHS-00650729).
- UNESCO. 2014. *Le patrimoine culturel dans le Sud-Est européen. Albanie. Rapport de mission 26 avril-7 mai 2004*. Venice: Bureau de l'UNESCO à Venise, Section pour la culture.
- Veschambre, Vincent. 2008. *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Veyne, Paul. 2015. *Palmyre. L'irremplaçable trésor*. Paris: Albin Michel.